

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 956

10 mai 2011

SOMMAIRE

1305290 Ontario Inc., Luxembourg Branch	45860	Armadillo Lux Holding S.A.	45849
1305290 Ontario Inc., Luxembourg Branch	45871	Bay Light Holdings Sàrl	45881
1305290 Ontario Inc., Luxembourg Branch	45881	Benelux Mezzanine 5 S.à r.l.	45887
Aberdeen European Shopping Property Fund	45872	Benelux Mezzanine S.à.r.l.	45887
Acquaba S.à r.l.	45872	Bluegems Soparfi, SA	45860
Acquaba S.à r.l.	45849	Bluegems SOPARFI S.à r.l.	45860
Aliminvest	45850	Compagnie Internationale de Participa- tions Bancaires et Financières S.A., SPF	45842
Apolux S.A.	45850	Geimas Trading S.à r.l.	45888
Arboretum S.A.	45850	Geimas Trading S.à r.l.	45888
Arboretum S.A.	45858	Herford SA	45887
Arboretum S.A.	45858	Immobilière Contourdiff S.à r.l.	45888
Arboretum S.A.	45858	Liquid Capital Group S.à r.l.	45851
Arboretum S.A.	45857	Pandias Re AG	45873
Arcelor Investment S.A.	45849	Ulysses Holding Co. S.A.	45881
ArcelorMittal Commercial RPS S.à r.l. ...	45849	Unitel S.A.	45881
Arlington International S.à r.l.	45858	Vallbacken S.A.	45887
Arlington International S.à r.l.	45872	Vermögenswachstum Global	45881
Arlington International S.à r.l.	45873	Vintage Racing s.à r.l.	45859
Arlington International S.à r.l.	45880	Windy S.A.	45859
Arlington International S.à r.l.	45873	Woodside Steel Group S.à.r.l.	45859
		Woodside Steel Group S.à.r.l.	45859

Compagnie Internationale de Participations Bancaires et Financières S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 19.823.

—
RECTIFICATIF

L'an deux mille onze, le huit février.

Par devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Maître Gerald STEVENS, avec adresse professionnelle à Luxembourg représentant valablement l'associé unique de la société COMPAGNIE INTERNATIONALE DE PARTICIPATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES S.A., SPF, une société anonyme de gestion de patrimoine familial constituée sous et régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social à 29, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés luxembourgeois sous le numéro B 19.823, en vertu de six procurations sous seing privé datées des 20 et 22 décembre 2010.

La prédite société COMPAGNIE INTERNATIONALE DE PARTICIPATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES S.A., SPF est une société anonyme de gestion de patrimoine familial constituée suivant acte reçu par le notaire Marc ELTER, notaire alors de résidence à Junglinster en date 20 octobre 1982, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 309 du 26 novembre 1982.

Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 24 décembre 2010, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

La comparante représentant la totalité du capital social a expliqué au notaire que, suite à une erreur, il a été omis de mentionner la date de prise d'effet (le 31 décembre 2010 à 24.00 heures) des première, deuxième et quatrième résolutions de l'acte signé le 24 décembre 2010, par devant Maître Martine SCHAEFFER, portant le numéro 2877/2010 de son Répertoire et enregistrées auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines de Luxembourg, Actes Civils, sous la relation LAC/2011/106 et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 7 janvier 2011 sous le numéro L 110003632, doivent être rectifiés de la manière suivante:

«Première résolution

L'Assemblée Générale décide de changer avec effet au 31 décembre 2010 à 24.00 heures la dénomination de la société de «COMPAGNIE INTERNATIONALE DE PARTICIPATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES» en abrégé «C.I.P.A.F S.A.» en «COMPAGNIE INTERNATIONALE DE PARTICIPATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES S.A., SPF», en abrégé «C.I.P.A.F. S.A., SPF».

Deuxième résolution

L'assemblée Générale décide de procéder avec effet au 31 décembre 2010 à 24.00 heures à la transformation de la société de son statut actuel de holding 1929 en société anonyme de gestion de patrimoine familial (SPF) et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts de la société de sorte que son objet social aura désormais la teneur suivante:

«La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation de tous actifs financiers au sens large, mais dans les limites de la Loi SPF, à l'exclusion de toute activité commerciale.

Il y a lieu d'entendre par actif financier au sens de la Loi SPF d'une part tout instrument financier au sens de la loi du 5 août 2005 relatif aux contrats de garanties financières et d'autre part tous avoirs et espèces de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Aussi, la Société peut, en se conformant aux dispositions de la Loi SPF, prendre des participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés et entités commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, et acquérir tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option, d'achat, d'échange, de négociation ou de toute autre manière.

Elle peut encore accorder des avances et émettre des garanties, notamment au profit des sociétés et entités dans lesquelles elle participe, des concours, assistances financières, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter même par émission d'obligations ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale, comme elle peut exercer toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, autorisées par et rentrant dans les limites tracées par la Loi SPF.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large, à condition que la Société ne s'immisce pas dans la gestion des participations qu'elle détient, tout en restant dans les limites de la Loi SPF».

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide de procéder avec effet au 31 décembre 2010 à 24.00 heures à la refonte des statuts afin de les rendre conformes aux résolutions antérieures. Les statuts de la société auront désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme (ci-après la «Société»), laquelle sera régie par les lois du Grand-Duché du Luxembourg, et en particulier la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («Loi SPF»), la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi sur les Sociétés»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

La Société existe sous la dénomination de «COMPAGNIE INTERNATIONALE DE PARTICIPATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES S.A., SPF», en abrégé «C.I.P.A.F. S.A., SPF».

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée à compter du jour de sa constitution. Elle peut être dissoute anticipativement par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant à la majorité des voix requis pour la modification des statuts, conformément à l'article vingt ci-après.

Art. 3. La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation de tous actifs financiers au sens large, mais dans les limites de la Loi SPF, à l'exclusion de toute activité commerciale.

Il y a lieu d'entendre par actif financier au sens de la Loi SPF d'une part tout instrument financier au sens de la loi du 5 août 2005 relatif aux contrats de garanties financières et d'autre part tous avoirs et espèces de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Aussi, la Société peut, en se conformant aux dispositions de la Loi SPF, prendre des participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés et entités commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, et acquérir tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option, d'achat, d'échange, de négociation ou de toute autre manière.

Elle peut encore accorder des avances et émettre des garanties, notamment au profit des sociétés et entités dans lesquelles elle participe, des concours, assistances financières, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter même par émission d'obligations ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale, comme elle peut exercer toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, autorisées par et rentrant dans les limites tracées par la Loi SPF.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large, à condition que la Société ne s'immisce pas dans la gestion des participations qu'elle détient, tout en restant dans les limites de la Loi SPF.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville. La Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par simple décision du conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration constate que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être temporairement transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à QUATRE CENT CINQUANTE-CINQ MILLIONS NEUF CENT SOIXANTE-DIX-HUIT MILLE SEPT CENT CINQUANTE ET UN Euros (455.978.751.-EUR) représenté par DIX MILLIONS SIX CENT QUATRE MILLE CENT CINQUANTE-SEPT (10.604.157) actions d'une valeur nominale de QUARANTE-TROIS euros (43.-EUR) chacune.

Le capital social pourra être porté de son montant actuel à SEPT CENT CINQUANTE MILLIONS d'Euros (750.000.000.-EUR) par la création et l'émission d'actions nouvelles d'une valeur nominale de QUARANTE-TROIS euros (43.-EUR) chacune, ayant les mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la date de la publication au Mémorial du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 décembre 2010, autorisé à augmenter en temps qu'il appartiendra le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, le présent article sera à considérer comme automatiquement adapté à la modification intervenue.

Art. 6. Toutes les actions représentatives du capital social sont émises sous forme nominative. Une conversion en actions au porteur est exclue.

Titre II. - Assemblée générale

Art. 7. L'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire dûment constituée réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous actes relatifs aux affaires de la société.

Art. 8. L'assemblée générale ordinaire se réunit annuellement dans la Ville de Luxembourg à l'endroit indiqué dans les convocations le deuxième lundi du mois de mai à 11.00 heures.

D'autres assemblées générales peuvent être tenues aux endroits désignés dans les convocations.

Chaque action donne droit à une voix, sauf limitations prévues par la loi. Tout actionnaire peut se faire représenter par un porteur de procuration. Cette procuration peut être donnée par écrit, par câble ou par voie télégraphique.

Le conseil d'administration détermine toute autre condition requise pour prendre part à une assemblée générale des actionnaires.

Art. 9. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration sur demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social, elle peut être convoquée aussi par les commissaires. Elle se tient au lieu indiqué dans les avis de convocation. Les objets à l'ordre du jour sont mentionnés dans la convocation.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir connaissance de l'ordre du jour, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocations préalables.

Titre III. - Administration, Surveillance

Art. 10. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, associés ou non.

Les administrateurs sont élus par l'assemblée générale qui fixe leur nombre. Ils sont élus pour un terme qui ne peut excéder six ans ou jusqu'à l'élection de leurs successeurs, étant entendu qu'un administrateur peut à tout moment être révoqué par une résolution prise par les actionnaires, cette révocation pouvant être motivée ou non.

Les administrateurs sortants sont rééligibles. Le mandat d'administrateur sortant cesse immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

En cas de vacance d'un siège d'administrateur par suite de décès, de démission ou pour toute autre cause, les administrateurs restants en fonction et les commissaires réunis ont le droit d'y pourvoir provisoirement jusqu'à la prochaine assemblée générale. La décision des administrateurs et des commissaires réunis est prise à la majorité des voix.

Art. 11. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement temporaire du président, ce dernier est remplacé par l'administrateur le plus âgé.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige à l'endroit indiqué dans les convocations.

Tous les administrateurs seront convoqués séparément par écrit, à chaque réunion du conseil d'administration et, sauf urgence spécifiée dans la convocation celle-ci sera notifiée au moins vingt-quatre heures avant la date fixée pour la réunion. Il sera fait abstraction de la convocation avec l'accord, par écrit ou par télégramme, de chaque administrateur.

Tout administrateur peut donner par écrit ou par télégramme à un de ses collègues délégation pour le représenter aux réunions du conseil.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la majorité au moins de ses membres est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des voix présentes ou représentées.

Art. 12. Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration sont signés par le président ou, en son absence par celui qui préside la réunion.

Les copies ou extraits dont production sera faite en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Art. 13. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la Société et pour accomplir tous actes relatifs à son administration. Vis-à-vis des tiers la Société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un administrateur-délégué.

Art. 14. Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs d'administration journalière à des administrateurs-délégués ou à des fondés de pouvoirs qui ne sont pas membres du conseil d'administration.

Les actes de ces personnes n'engageront la Société que pour autant qu'elles aient agi dans les limites de leurs pouvoirs. Dans les relations courantes avec les administrations publiques, la Société est valablement représentée par un administrateur, la signature duquel engage valablement la Société.

Le conseil d'administration a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par loi et les Statuts à l'assemblée générale.

Art. 15. Les opérations de la Société et en particulier ses livres, ses déclarations fiscales ou autres rapports requis par la loi, seront surveillés par un ou plusieurs commissaires.

Les commissaires sont élus par l'assemblée générale des actionnaires pour un terme qui ne peut excéder six ans. Ils restent en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs.

Les commissaires sortants sont rééligibles.

Un commissaire peut à tout moment être révoqué par une résolution des actionnaires, cette révocation pouvant être motivée ou non.

Art. 16. Sans objet.

Titre IV. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 17. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 18. Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la formation de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale aura atteint le dixième du capital social.

Sur proposition du conseil d'administration l'assemblée générale décidera de la répartition du reste des bénéfices.

Le paiement des dividendes se fera aux endroits et époques désignés par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration.

Titre V. - Dissolution, Liquidation

Art. 19. La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la Société, soit par anticipation, soit par expiration de son terme, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VI. - Amendements

Art. 20. Les présents Statuts peuvent être modifiés en assemblée générale extraordinaire statuant dans les conditions de majorité et de vote requises par la loi.»

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate que sur demande du mandataire du comparant, le présent acte est rédigé en langue française suivi d'une version anglaise et qu'en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte français fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant du comparant, ce dernier a signé le présent acte avec le notaire.

Suit la traduction anglaise du texte qui précède

In the year two thousand and eleven, on the eighth of February.

Before us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing at Luxembourg..

There appeared:

Mr. Gerald STEVENS, with professional address in Luxembourg, representing validly the shareholders of the company COMPAGNIE INTERNATIONALE DE PARTICIPATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES S.A., SPF, a société anonyme de gestion de patrimoine familial, incorporated and organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 29, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 19.823, pursuant to six proxies given under private seal on 20 and 22 December 2010.

The presaid company COMPAGNIE INTERNATIONALE DE PARTICIPATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES S.A., SPF, is a société anonyme de gestion de patrimoine familial, incorporated on 20 October 1982 pursuant to a deed of Maître Marc ELTER, notary then residing in Luxembourg, published on 26 November 1982 in Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 309 (the "Company").

The articles of association of the Company have lately been amended pursuant to a deed of the undersigned notary, notary residing in Luxembourg, dated 24 December 2010, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The appearing party representing the entire share capital explained to the notary that, due to an error, it has been forgotten to mention the effective date (31st December 2010 at 12.00 p.m.) of the first, second and fourth resolutions of the deed signed on 24 December 2010, before Maître Martine SCHAEFFER, having the number 2877/2010 of her Répertoire and registered with the Administration de l'Enregistrement et des Domaines de Luxembourg, Actes Civils, with the relation LAC/2011/106 and deposited on January 1st, 2011 with the Register of Commerce under the following reference: L110003632, have to be rectified in the following manner:

"First resolution

The general meeting resolves to change as of December 31st, 2010 at 12.00 p.m. the corporate name of the company from "COMPAGNIE INTERNATIONALE DE PARTICIPATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES" into "COMPAGNIE INTERNATIONALE DE PARTICIPATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES S.A., SPF" abbreviated "C.I.P.A.F. S.A., SPF".

Second resolution

The general meeting resolves to convert as of December 31st, 2010 at 12.00 p.m. the company's current status of a holding 1929 into a société anonyme de gestion de patrimoine familial (SPF) and to amend consequently article 3 of the

company's articles of association in such a way that as from now the corporate purpose of the company shall be worded as follows:

"The corporate purpose of the Company is exclusively to acquire, hold, manage and create all financial assets in the widest sense but within the limits of the SPF Law, to the exclusion of any commercial activity.

Financial assets within the meaning of the SPF Law are understood to mean, on one hand financial instruments within the meaning of the law of 5 August 2005 on financial collateral arrangements, and on the other hand, cash and holdings of any nature whatsoever held on an account.

The Company can hence, whilst complying with the provisions of the SPF Law, take holdings of any form whatsoever in any commercial, industrial, financial Luxembourg or foreign companies or entities, and acquire any securities and rights through participation, contribution, subscription, underwriting, option, purchase, exchange, negotiation or in any other manner.

It can also grant advances and issue guarantees, particularly to the benefit of companies and entities in which it has an interest, provide support, financial assistance, loans, advances or guarantees, and it can borrow, including by means of bond issues, or otherwise incur debt in order to finance its business activity, and it can perform any activities and operations that are directly or indirectly connected to its object and which are permitted by and within the limits laid down by the SPF Law.

As a general rule, the Company may take any and all supervision and control measures and perform any and all useful or necessary action or transaction for achieving its corporate purpose provided it does not take part in the management of its subsidiaries and as long as it remains within the limits of the SPF Law".

Fourth resolution

The general meeting resolves to revise the whole text of the articles of association in order to reflect the amendments here above. The articles of association shall as of December 31st, 2010 at 12.00 p.m. be worded as follows:

Title I. Name, Seat, Purpose, Duration, Capital

Art. 1. There is hereby established a public limited company [société anonyme] (hereinafter the "Company") which shall be organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in particular the law of 11 May 2007 on the creation of a société de gestion de patrimoine familial (the "SPF Law"), the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (hereinafter the "Company Law") and the present articles of association (hereinafter these "Articles").

The Company exists under the corporate name of "COMPAGNIE INTERNATIONALE DE PARTICIPATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES S.A., SPF" abbreviated "C.I.P.A.F. S.A., SPF".

Art. 2. The Company is established for an undetermined period as from the date of its incorporation. A resolution of the shareholders of the Company in a general meeting, adopted in the manner required for amendment of these Articles, may dissolve the Company at any time, in accordance with the provisions of Article 20 hereafter.

Art. 3. The corporate purpose of the Company is exclusively to acquire, hold, manage and create all financial assets in the widest sense but within the limits of the SPF Law, to the exclusion of any commercial activity.

Financial assets within the meaning of the SPF Law are understood to mean, on one hand financial instruments within the meaning of the law of 5 August 2005 on financial collateral arrangements, and on the other hand, cash and holdings of any nature whatsoever held on an account.

The Company can hence, whilst complying with the provisions of the SPF Law, take holdings of any form whatsoever in any commercial, industrial, financial Luxembourg or foreign companies or entities, and acquire any securities and rights through participation, contribution, subscription, underwriting, option, purchase, exchange, negotiation or in any other manner.

It can also grant advances and issue guarantees, particularly to the benefit of companies and entities in which it has an interest, provide support, financial assistance, loans, advances or guarantees, and it can borrow, including by means of bond issues, or otherwise incur debt in order to finance its business activity, and it can perform any activities and operations that are directly or indirectly connected to its object and which are permitted by and within the limits laid down by the SPF Law.

As a general rule, the Company may take any and all supervision and control measures and perform any and all useful or necessary action or transaction for achieving its corporate purpose provided it does not take part in the management of its subsidiaries and as long as it remains within the limits of the SPF Law.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by simple resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred, or are imminent, which might impair the normal activity at the registered office or easy communication between such office and foreign countries, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete ceasing of these abnormal circumstances without however such measure having any effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer of the registered office, shall remain of Luxembourg nationality.

Art. 5. The subscribed capital is set at four hundred fifty-five million nine hundred seventy-eight thousand seven hundred and fifty-one euro (455.978.751.EUR) consisting of ten million six hundred four thousand one hundred and fifty-seven (10.604.157) shares of a par value of forty-three euro (43.-EUR) per share, having the same rights and advantages.

The share capital can be increased to an amount of seven hundred fifty million euro (750.000.000.-EUR) by the creation and issuance of new shares of a par value of forty-three euro (43.-EUR) per share, each having the same rights and advantages as the existing shares.

Furthermore the board of directors is authorized, during a period of five years after the date of publication of the minutes of the extraordinary general meeting of shareholders dated December 24th, 2010 in the "Mémorial", to increase from time to time the subscribed capital within the limits of the authorized capital. Such increased amount may be subscribed and issued with or without an issue premium, as the board of directors may from time to time determine. The board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the Company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

Each time the board of directors has an increase of the share capital acknowledged by a notary act, the present article is deemed to be automatically amended in order to reflect such change in the share capital.

Art. 6. All the shares representing the share capital are issued in registered shares. They cannot be changed into bearer shares.

Title II. General meetings of shareholders

Art. 7. Any ordinary or extraordinary meeting of shareholders of the Company regularly constituted shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the Company.

Art. 8. The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the place specified in the notice of meeting on the second Monday of May at 11.00 a.m.

Other general meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Each share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by law. Any shareholder may act at any shareholders' meeting by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex or telefax.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in shareholders' meeting.

Art. 9. An extraordinary general meeting can be convoked by the board of directors on request of the shareholders representing one fifth of the share capital. It can also be convoked by the statutory auditor. The extraordinary general meeting shall be held at the place specified in the notice of meeting. The items of the agenda shall be mentioned in the notice of meeting.

If all of the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state having been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Title III. Administration and Supervision

Art. 10. The Company shall be managed by a board of directors composed of three members at least, who need not be shareholders of the Company.

The directors shall be appointed by the shareholders at the shareholders' annual general meeting for a period which may not exceed six years and they shall hold office until their successors are elected. Directors may be dismissed at any time by such general meeting with or without cause.

Their re-election is authorized. The term in office of the directors leaving their position shall end immediately after the annual general meeting.

In the event of a vacancy of the board of directors, due to death, resignation or any other reason, the remaining directors have the right to provisionally fill the vacancy; such decision is to be ratified by the next general meeting. Decisions shall be taken by a majority of votes of the directors and statutory auditors present or represented at such meeting.

Art. 11. The board of directors chooses among its members a chairman. If the chairman is prevented he shall be replaced by the eldest director.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, or by two directors, as often as the interest of the Company so requires at the place and at the time indicated in the notice of meeting.

Each director shall be convoked separately by written notice to each meeting of the board of directors and, except in case of urgency specified in the notice of meeting, it shall be notified at least twenty-four hours before the fixed date of the meeting. In case of written acceptance by each director by letter or telegram, a written notice shall not be necessary.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex or telefax another director as his proxy holder.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented. Decisions shall be taken by a majority of votes of the directors present or represented at such meeting.

Art. 12. The minutes of the meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or in his absence by the person who has chaired the meeting.

The copies or summaries to be produced before judicial authorities or any other body shall be signed by the chairman or by two directors.

Art. 13. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. The Company will be bound by the joint signature of two directors or the single signature of any director to whom such signatory power has been delegated by the board of directors (administrateur-délégué).

Art. 14. The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management to any "administrateur-délégué" or to proxy holders who are not members of the board of directors.

The deeds of these persons shall be binding upon the Company only if they acted in the limits of their capacities. For current dealings with public administrations the Company shall be bound by the signature of the director whose signature binds the Company validly.

The board of directors is competent for all deeds which are not explicitly reserved by law and by the Articles to the general meeting of shareholders.

Art. 15. The operations of the Company in particular their ledgers, tax returns or any other accounts required by law, shall be supervised by one or several statutory auditors.

The statutory auditors shall be appointed by the shareholders' general meeting for a period which may not exceed six years and they shall hold office until their successors are elected.

Their re-election is authorized.

Statutory auditors may be dismissed at any time by such general meeting with or without cause.

Art. 16. Abstract.

Title IV. Financial year, Approbation of profits

Art. 17. The accounting year of the Company shall begin on January 1st of each year and shall terminate on December 31st.

Art. 18. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

The general meeting of the shareholders, upon recommendation of the board of directors, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of.

The payment of dividends will take place at the place and time determined by the general meeting of shareholders, upon recommendation of the board of directors.

Title V. Dissolution, Liquidation

Art. 19. The general meeting of shareholders may, at any time, decide to dissolve the Company.

In the event of dissolution of the Company, either by anticipation or by expiration of the Company's term, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

Title VI. Amendments

Art. 20. The present Articles can be amended by an extraordinary general meeting deciding under the conditions of majority and votes requested by law.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the proxyholder of the appearing person, this deed is worded in French, followed by an English version; upon request of the same appearing proxyholder of the appearing person and in case of divergences between the French and the English texts, the French version will be prevailing.

Whereof, this deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing party known to the notary, such person signed together with the notary this deed.

Signé: G. Stevens et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 février 2011. LAC/2011/6893. Reçu douze euros (12.-€).

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 février 2011.

Référence de publication: 2011022983/388.

(110027593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Acquaba S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 53, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 142.395.

Les Comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2011.

Jean-Pierre Baccus

Gérant

Référence de publication: 2011043139/12.

(110048872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Arcelor Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 46.370.

L'Assemblée générale tenue extraordinairement le 3 mars 2011 a pris acte de la démission de Monsieur Laurent Beuloye, administrateur démissionnaire.

L'Assemblée générale a décidé de nommer comme nouvel administrateur Monsieur Javier Lasso Peña avec adresse professionnelle au 24-26 boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg.

Monsieur Javier Lasso Peña a été nommé pour une période de cinq (5) ans. Son mandat viendra à expiration lors de l'Assemblée générale statutaire à tenir en l'an 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2011.

Référence de publication: 2011043144/15.

(110048885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

ArcelorMittal Commercial RPS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.250.000,00.

Siège social: L-4221 Esch-sur-Alzette, 66, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 27.031.

L'Assemblée générale tenue extraordinairement le 24 février 2011, a pris acte de la démission de Monsieur Gerhard RENZ, administrateur.

L'Assemblée générale a décidé de nommer comme nouvel administrateur, Monsieur Arnaud POUPART-LAFARGE, avec adresse professionnelle au 66 rue de Luxembourg, L-4221 Esch-sur-Alzette. Monsieur POUPART-LAFARGE est nommé pour une période de trois (3) ans. Son mandat viendra à expiration lors de l'assemblée générale annuelle à tenir en l'an 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2011.

Référence de publication: 2011043145/16.

(110049187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Armadillo Lux Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 107.516.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires tenue en date du 21 mars 2011 a approuvé la résolution suivante:

- La démission de Jorrit Cromptoets comme administrateur avec effet immédiat.
- La démission de Marjoleine van Oort comme administrateur avec effet immédiat.

- La nomination de Robin Naudin ten Cate, né le 5 mars 1974 à s'Gravenhage, Pays-Bas, comme administrateur, ayant l'adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg avec effet immédiat jusqu'à assemblée générale de 2016.

- La nomination de Wim Rits, né le 14 juin 1970 à Merksem, Belgique, comme administrateur, ayant l'adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg avec effet immédiat jusqu'à l'assemblée générale de 2016.

- Le transfert de siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Luxembourg, le 25 mars 2011.

Référence de publication: 2011043147/19.

(110048632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Aliminvest, Société Anonyme.

Siège social: L-5865 Alzingen, 37, rue de Roeser.

R.C.S. Luxembourg B 50.976.

—
Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires du 8 septembre 2010

La cooptation de M. André WILWERT comme administrateur, décidée par le conseil d'administration en date du 12 juillet 2010, a été ratifiée et il a été nommé comme administrateur jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2013.

Luxembourg, le 28.3.2011.

Pour extrait sincère et conforme

Pour ALIMINVEST

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011043154/14.

(110048879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Apolux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 125.842.

—
Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'administration du 18 mars 2011

Est élu Président du Conseil d'administration Monsieur Luc HANSEN, licencié en administration des affaires, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L- 1653 Luxembourg,

qui déclare accepter.

La durée de sa présidence sera fonction de celle de son mandat d'administrateur et tout renouvellement, démission ou révocation de celui-ci entraînera automatiquement et de plein droit le renouvellement ou la cessation de ses fonctions présidentielles.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 28 mars 2011.

Référence de publication: 2011043155/16.

(110049157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Arboretum S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 40, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 73.892.

—
Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2011.

Krieger Jean-Claude

Le Cabinet Comptable

Référence de publication: 2011043157/12.

(110049129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Liquid Capital Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 14.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 156.813.

In the year two thousand and eleven, on the twenty-seventh of January.

Before Us, Maître Léonie Grethen, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Mr. Chris Siepman, born in Los Angeles, United States of America on 9 October 1962, residing at 285, Trinity Road, SW18 3SN London, being a citizen of Great Britain, holder of passport number 540274972

hereby represented by Mrs. Louisa Silcox, lawyer, residing in Luxembourg by virtue of a proxy given on 26 January 2011,

Mr. Gregg Siepman, born in California, United States of America, on 10 April 1960, residing at 3/3, Balls Head Road Waverton, NSW 2061 Australia, being a citizen of the United States of America, holder of the passport number 710933328 hereby represented by Mrs. Louisa Silcox, lawyer, residing in Luxembourg by virtue of a proxy given on 26 January 2011, and

Liquid Capital Trustee Limited, a company incorporated in England with registered office at 95, Queen Victoria Street, London, EC4V 4HN and registered under number 04118902 acting in the name and on behalf of Liquid Capital Employee Benefit Trust, in its capacity as the original trustee of said trust.

hereby represented by Mrs. Louisa Silcox, lawyer, residing in Luxembourg by virtue of a proxy given on 26 January 2011,

I. The said proxies, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

II. The appearing parties, represented as above stated, declared that they jointly hold all the shares in the share capital of Liquid Capital Group S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one euro (EUR 1.-) each, with registered office at 46, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B156813 (the "Company") and incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg by a deed of Maître Léonie Grethen, notary residing in Luxembourg, of November 5th 2010, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of incorporation of the Company have not been amended since the incorporation of the Company (the "Articles of Incorporation").

III. The appearing parties, represented as above stated, recognized to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To convert the existing eight thousand five hundred (8,500) class A shares, the existing two thousand one hundred twenty-five (2,125) class B shares, the existing one thousand eight hundred seventy-five (1,875) class C shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each into one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares with a nominal value of one cent euro (EUR 0,01) each.

2. To increase the share capital of the Company by an amount of two thousand euro (EUR 2,000) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), divided into one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares with a nominal value of one cent euro (EUR 0,01.-) each, to an amount of fourteen thousand five hundred euro (EUR 14,500) divided into one million four hundred fifty thousand (1,450,000) shares with a nominal value of one cent euro (EUR 0,01.-) each.

3. To issue two hundred thousand (200,000) new shares, all with a nominal value of one cent euro (EUR 0,01.-) each, having the same rights and privileges as the existing shares.

4. To accept the subscription by (i) Mr Chris Siepman of one hundred thirty six thousand (136,000) shares with a nominal value of one cent euro (EUR 0,01) each (the "CS Subscriber"), (ii) Mr Gregg Siepman of thirty four thousand (34,000) shares with a nominal value of one cent euro (EUR 0,01) each (the "GS Subscriber"), and (iii) Liquid Capital Trustee Limited in its capacity as the original trustee of Liquid Capital Employee Benefit Trust (the "LC Subscriber") (hereafter collectively with CS Subscriber and GS Subscriber, the "Subscribers") of thirty thousand (30,000) shares, with a nominal value of one cent euro (EUR 0,01) each and the full payment of such shares as well as the payment of a share premium in an aggregate amount of one million three hundred twenty six thousand six hundred seventy euro (EUR 1,326,670) by a contribution in kind consisting of fourteen thousand five hundred (14,500) shares with a par value of one cent euro (EUR 0,01) each held by the Subscribers in Liquid Capital (Luxembourg) S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with a share capital of fourteen thousand five hundred euro (EUR 14,500.-) divided into one million four hundred fifty thousand (1,450,000) shares with a par value of one cent euro (EUR 0,01) each, with

registered office at 46, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 156.730 ("Luxco 3").

5. To amend the first paragraph of article 5 of the Articles of Incorporation so as to reflect the resolutions to be adopted under the preceding items.

6. To amend articles 8 and 9 of the Articles of Incorporation relating respectively to the management and the meetings of the board of managers of the Company.

7. Miscellaneous. The appearing parties, represented as above stated requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolved to convert the existing eight thousand five hundred (8,500) class A shares, the existing two thousand one hundred twenty-five (2,125) class B shares, the existing one thousand eight hundred seventy-five (1,875) class C shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each into one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares with a nominal value of one cent euro (EUR 0,01) each.

Second resolution

The Shareholders resolved to increase the share capital of the Company by an amount of two thousand euro (EUR 2,000) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), divided into one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares with a nominal value of one cent euro (EUR 0,01) each, to an amount of fourteen thousand five hundred euro (EUR 14,500) divided into one million four hundred fifty thousand (1,450,000) shares with a nominal value of one cent euro (EUR 0,01) each.

Third resolution

The Shareholders resolved to issue two hundred thousand (200.000) new shares, all with a nominal value of one cent euro (EUR 0,01) each, having the same rights and privileges as the existing shares.

Fourth resolution

Subscription - Payment

Thereupon, now appears Mrs. Louisa Silcox, prenamed, acting in her capacity as duly authorized agent and attorney in fact of the Shareholders by virtue of a proxy given on 26 January 2011. The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of (i) Mr Chris Siepman to one hundred thirty six thousand (136,000) shares with a nominal value of one cent euro (EUR 0,01) each (the "CS Subscriber"), (ii) Mr Gregg Siepman to thirty four thousand (34,000) shares with a nominal value of one cent euro (EUR 0,01) each (the "GS Subscriber") and (iii) Liquid Capital Trustee Limited in its capacity as the original trustee of Liquid Capital Employee Benefit Trust to thirty thousand (30,000) shares with a nominal value of one cent euro (EUR 0,01) each (collectively, the "New Shares") and to make payment in full for all such New Shares as well as the payment of a share premium in an aggregate amount of one million three hundred twenty six thousand six hundred seventy euro (EUR 1,326,670) by a contribution in kind consisting of fourteen thousand five hundred (14,500) shares with a par value of one cent euro (EUR 0,01) each held by the Subscribers in Liquid Capital (Luxembourg) S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with a share capital of fourteen thousand five hundred euro (EUR 14,500.-) divided into one million four hundred fifty thousand (1,450,000) shares with a par value of one cent euro (EUR 0,01) each, with registered office at 46, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 156.730 (the "Contributed Shares")

The Subscribers, acting through their duly appointed attorney-in-fact, declared that they are the owners of the Contributed Shares which are free of any pledge or lien or charge, as applicable, and that there subsist no impediments to the free transferability of the Contributed Shares to the Company without restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contributed Shares to the Company.

The Subscribers, acting through its duly appointed attorney-in-fact, further declare that the fair market value of the Contributed Shares is one million three hundred twenty-eight thousand six hundred seventy euro (EUR 1,328,670).

Thereupon the Shareholders resolved to accept the subscription and payment by the subscribers of the New Shares and to allot such New Shares of the Company to the Subscribers.

Fifth resolution

As a result of the above resolutions, the Shareholders resolved to amend the first paragraph of article 5 of the Articles of Incorporation of the Company which shall from now on read as follows:

" **Art. 5. Share Capital.** The share capital of the Company is set at fourteen thousand five hundred euro (EUR 14,500) divided into one million four hundred fifty thousand (1,450,000) shares (the "Shares") with a par value of one cent euro (EUR 0,01) each."

Sixth resolution

The Shareholders resolved to amend articles 8 and 9 of the Articles of Incorporation of the Company which shall from now be read as follows:

" **Art. 8. Management.** The Company shall be managed by one or several managers, whether shareholders or not (the "Manager(s)"). If several Managers have been appointed, the Managers will constitute a board of managers (the "Board of Managers").

The Manager(s) shall be appointed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine their number, their remuneration and the limited or unlimited duration of their mandate. The Managers will hold office until their successors are elected. They may be reelected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders.

The sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders may decide to qualify the appointed Managers as Class A Managers and Class B Managers, it being understood that the number of Class A Managers shall not be equal or exceed the number of Class B Managers.

Class B Managers shall not be domiciled or resident in the United Kingdom. In case a Class B Manager becomes resident or domiciled in the United Kingdom, the Shareholders shall procure that a general meeting of Shareholders be held immediately in order to designate such manager as Class A Manager.

Even after the term of their mandate, the Manager(s) shall not disclose Company information which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law."

" **Art. 9. Meetings of the Board of Managers.** For the purpose of this article 9, Business Day means a day (other than a Saturday, Sunday or public holiday) when clearing banks in Luxembourg and the City of London are open for the transaction of normal banking business.

If the Company is composed of one sole Manager, the latter will exercise the power granted by the Law to the Board of Managers.

The Board of Managers will appoint a chairman (the "Chairman") from among its members. It may also appoint a secretary, who need not be a Manager and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers and of the shareholder(s).

The Board of Managers will meet upon request of any Manager. The Chairman will preside at all meetings of the Board of Managers. In her/his absence the Board of Managers may appoint another Manager as chairman pro tempore by vote of the majority present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least seven Business Days written notice of board meetings shall be given. Any such notice shall specify the place, the date, time, agenda of the meeting specifying in reasonable detail the matters to be raised at the meeting and the copies of any papers to be discussed at the meeting.

A shorter period of notice of a meeting of the Board of Managers may be given with the consent of a majority of the Managers.

The notice may be waived by unanimous written consent by all Managers at the meeting or otherwise. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

A meeting of the Board of Managers shall take place at least quarterly in Luxembourg at the registered office of the Company.

Every board meeting shall be held in Luxembourg or such other place indicated in the notice.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing another Manager as her/his representative, except that a Class B Manager shall not appoint a Class A Manager as her/his representative.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office, provided that in all circumstances a meeting is not quorate if the majority of managers present or represented are Class A Managers.

No business shall be conducted at any meeting of the Board of Directors unless a quorum is present at the beginning of the meeting and at the time when there is to be voting on any business.

If a quorum is not present within thirty minutes after the time specified for a meeting of the Board of Managers in the notice of the meeting then it shall be adjourned to such time and place as a majority of the Managers agree in writing. Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at the relevant meeting. In case of a tied vote, the Chairman has a casting vote.

One or more Managers may participate in a meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such methods of participation are to be considered as equivalent to a physical presence at the meeting, it being understood that where Managers attend a meeting by telephone or other remote means the meeting shall be deemed

to take place where the majority of the Managers attending are located, or if there is no such place, the place from where the chairman of the meeting originates the relevant telephone calls.

No meeting of the Board of Managers shall ever be permitted to occur in the United Kingdom, and no Manager may attend a meeting of the Board of Managers by telephone or other remote means if such Manager is at that time situated in the United Kingdom. Any such purported meeting shall be invalid and inoperative.

Managers shall not exercise any function of the managers in relation to the management and control of the Company in the United Kingdom.

A written decision signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers, provided that such written resolutions are signed outside the United Kingdom."

Costs and Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this deed, are estimated at approximately two thousand five hundred euro (2.500.- EUR).

Declaration

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands English, states that, on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and that, in case of any difference between the English and the French text, the English text shall prevail. The document having been read to the appearing party's proxyholder, who is known to the notary by his/her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary, this original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le vingt-sept janvier.

Par-devant Nous, Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

Monsieur Chris Siepman, né à Los Angeles, Etats-Unis d'Amérique, le 9 octobre 1962 résidant à 285, Trinity Road, SW18 3SN Londres, de nationalité britannique, détenteur du passeport numéro 540274972,

ici représenté par Maître Louisa Silcox, avocat, demeurant à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration donnée le 26 janvier 2011, Monsieur Gregg Siepman, né en Californie, Etats-Unis d'Amérique, le 10 avril 1960 ayant son adresse professionnelle à 3/3, Balls Head Road Waverton, NSW 2061 Australie, de nationalité américaine, détenteur du passeport numéro 710933328,

ici représenté par Maître Louisa Silcox, avocat, demeurant à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration donnée le 26 janvier 2011,

et

Liquid Capital Trustee Limited, une société constituée en Angleterre ayant son siège social à 95, Queen Victoria Street, London, EC4V 4HN et enregistrée sous le numéro 04118902, agissant au nom et pour le compte de, Liquid Capital Employee Benefit Trust, en sa qualité de trustee dudit trust,

ici représenté par Maître Louisa Silcox, avocat, demeurant à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration donnée le 26 janvier 2011.

I. Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire et par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises aux fins d'enregistrement.

II. Les comparants, représentés comme mentionné ci-dessus, déclarent qu'ils détiennent conjointement, toutes les parts sociales dans le capital sociale de Liquid Capital Group S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant un capital social d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) divisé en douze mille cinq cents (12,500) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune, ayant son siège social au 46, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourgeois sous le numéro B 156.813 (la "Société") et constituée, selon le droit luxembourgeois, suivant acte du notaire Maître Léonie Grethen, notaire résidant au Luxembourg, du 5 novembre 2010 non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts de la Société n'ont pas encore été modifiés depuis la constitution de la Société (les "Statuts").

III. Les comparants, représentés comme mentionné ci-dessus, reconnaissent être entièrement informés des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Conversion des huit mille cinq cents (8.500) parts sociales de classe A, des deux mille cent vingt cinq (2.125) parts sociales de classe B, des mille huit cent soixante-quinze (1.875) parts sociales de classe C ayant une valeur nominale d'un

euro (EUR 1.-) chacune en un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) chacune;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de deux mille euro (EUR 2,000) de manière à le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), divisé en un million deux cent cinquante mille parts sociales (1.250.000) ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) chacune, à un montant de quatorze mille cinq cent euro (EUR 14,500), divisé en un million quatre cent cinquante mille (1.450.000) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) chacune.

3. Emission de deux cent mille (200,000) nouvelles parts sociales, toutes ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

4. Acceptation de la souscription par (i) M. Chris Siepman de cent trente six mille (136,000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) chacune (le "Souscripteur CS") (ii) M. Gregg Siepman de trente quatre mille (34,000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) chacune (le "Souscripteur GS") et (iii) Liquid Capital Trustee Limited en sa qualité de trustee de Liquid Capital Employee Benefit Trust (le "Souscripteur LC") (ci-après collectivement avec le Souscripteur CS et le Souscripteur GS, les "Souscripteurs") de trente mille (30.000) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) chacune et du paiement intégral de ces parts sociales ainsi que du paiement d'une prime d'émission d'un montant total de un million trois cent vingt-six mille six cent soixante dix euro (EUR 1.326.670) par un apport en nature de un pourcent (1%) du capital social détenu par les Souscripteurs dans Liquid Capital (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant un capital social de quatorze mille cinq cent euro (EUR 14,500.-) divisé en un million quatre cent cinquante mille (1.450.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) chacune et ayant son siège social au 46, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés luxembourgeois sous le numéro B 156.730 ("Luxco 3").

5. Modification du paragraphe 1 de l'article 5 des Statuts afin de refléter les résolutions à prendre sur les points ci-dessus.

6. Modification des articles 8 et 9 des Statuts de la Société ayant trait, respectivement, à la gérance ainsi qu'aux réunions du conseil de gérance de la Société.

7. Divers.

La comparante, représentée comme mentionné ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés ont décidé de convertir les huit mille cinq cents (8.500) parts sociales de classe A, les deux mille cent vingt cinq (2.125) parts sociales de classe B, les mille huit cent soixante-quinze (1.875) parts sociales de classe C, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune en un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) chacune

Deuxième résolution

Les Associés ont décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de deux mille euro (EUR 2.000) de manière à le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), divisé en un million deux cent cinquante mille parts sociales (1.250.000) ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) chacune, à un montant de quatorze mille cinq cent euro (EUR 14,500), divisé en un million quatre cent cinquante mille (1.450.000) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) chacune.

Troisième résolution

Les Associés ont décidé d'émettre deux cent mille (200.000) nouvelles parts sociales, toutes ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

Quatrième résolution *Souscription - Paiement*

Est ensuite intervenu Maître Louisa Silcox, prénommée, agissant en sa qualité de mandataire dûment autorisé de l'Associé Unique, précité, en vertu d'une procuration donnée le 26 janvier 2011.

Lequel comparant a déclaré souscrire au nom et pour le compte de (i) M. Chris Siepman à cent trente six mille (136,000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) chacune (le "Souscripteur CS") (ii) M. Gregg Siepman à trente quatre mille (34,000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) chacune (le "Souscripteur GS") et (iii) Liquid Capital Trustee Limited en sa qualité de trustee original de Liquid Capital Employee Benefit Trust à trente mille (30.000) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) chacune (collectivement, les "Nouvelles Parts Sociales") et de libérer intégralement toutes ces Nouvelles Parts Sociales ainsi qu'une prime d'émission d'un montant total de un million trois cent vingt-six mille six cent soixante dix euro (EUR 1.326.670) par un apport en nature consistant en un pourcent (1%) du capital social détenu par les Souscripteurs dans Liquid Capital (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant un capital social de quatorze mille cinq cent euro (EUR 14,500.-) divisé en un million quatre cent cinquante mille (1.450.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01)

chacune et ayant son siège social au 46, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés luxembourgeois sous le numéro B 156.730 (les "Parts Sociales Apportées").

Les Souscripteurs, précités, représentés par leur mandataire dûment autorisé, déclarent qu'ils sont les propriétaires des Parts Sociales Apportées qui sont exemptes de toute promesse, gage ou charge, si applicable, et qu'il ne subsiste aucun obstacle au libre transfert des Parts Sociales Apportées à la Société sans restriction ou limitation et que les instructions nécessaires ont été données pour entreprendre toutes les notifications, inscriptions et autres formalités afin d'accomplir une transmission valide des Parts Sociales Apportées à la Société.

Les Souscripteurs, représentés par leur mandataire dûment autorisé, déclarent que la valeur de marché de ces Parts Sociales Apportées est de un million trois cent vingt huit mille six cent soixante dix euro (EUR 1.328.670).

Sur ce, les Associés décident d'accepter ladite souscription et le paiement par les Souscripteurs des Nouvelles Parts Sociales et d'attribuer ces Nouvelles Parts Sociales de la Société aux Souscripteurs.

Cinquième résolution

Suite aux résolutions précédentes, les Associés ont décidé de modifier les articles 5 des Statuts, qui devra désormais être lu comme suivant:

" **Art. 5. Capital Social.** Le capital social de la Société est fixé à quatorze mille cinq cent euro (EUR 14.500), divisé en un million quatre cent cinquante mille (1.450.000) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) chacune."

Sixième résolution

Les Associés ont décidé de modifier les articles 8 et 9 des Statuts de la Société qui désormais seront lus comme suivant:

" **Art. 8. Gérance.** La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non associés (le(s) "Gérant(s)"). Si plusieurs Gérants ont été nommés, les Gérants vont constituer un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

Le(s) Gérant(s) est/sont nommé(s) par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, qui fixe leur nombre, leur rémunération et le caractère limité ou illimité de leur mandat. Le(s) Gérant(s) restera/resteront en fonction jusqu'à la nomination de leurs successeurs. Il(s) peut/peuvent être renommé(s) à la fin de leur mandat et peut/peuvent être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés.

L'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés peut décider de qualifier les Gérants nommés en Gérant de Catégorie A et en Gérants de Catégorie B, étant entendu que le nombre de Gérants de Catégorie A ne doit pas être égal ou supérieur au nombre de Gérants de Catégorie B.

Les Gérants de Catégorie B ne doivent pas être domiciliés ou résider au Royaume-Uni. En cas un Gérant de Catégorie B deviendrait un résident ou serait domicilié au Royaume-Uni, les associés doivent assurer qu'une assemblée générale des associés soit tenue immédiatement pour nommer ce gérant comme Gérant de Catégorie A.

Le(s) Gérant(s) ne révélera/révéleront pas, même après le terme de leur mandat, les informations concernant la Société à leur disposition, dont la révélation pourrait porter préjudice aux intérêts de la Société, excepté lorsqu'une telle révélation est obligatoire par la loi."

" **Art. 9. Réunions du Conseil de Gérance.** Pour les besoins de cet article 9, un Jour Ouvrable signifie un jour (autre que le samedi, dimanche ou un jour férié) quand les banques sont ouvertes à Luxembourg et dans la ville de Londres pour les besoins de transactions bancaires commerciales normales.

Si la Société est composée d'un seul Gérant, ce dernier exerce le pouvoir octroyé par la Loi au Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance choisira parmi ses membres un président (le "Président"). Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance et des associés.

Le Conseil de Gérance se réunira à la demande d'un Gérant. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, sauf qu'en son absence, le Conseil de Gérance désignera à la majorité des personnes présentes ou représentées à une telle réunion un autre président pro tempore.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de toutes les personnes autorisées à participer, un avis écrit de toute réunion du Conseil de Gérance sera donné à tous les Gérants avec un préavis d'au moins sept Jours Ouvrables. La convocation indiquera le lieu, la date et l'heure de la réunion et en contiendra l'ordre du jour spécifiant de façon détaillée les points qui seront soulevés à la réunion et les copies de tous documents devant être discutés durant la réunion. Un préavis plus court d'une réunion du Conseil de Gérance peut être donné avec le consentement de la majorité des Gérants.

Il pourra être passé outre cette convocation avec l'accord écrit de chaque Gérant donné à la réunion ou autrement. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminé dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil de Gérance.

Une réunion du Conseil de Gérance se tiendra au moins trimestriellement à Luxembourg au siège social de la Société.

Toute réunion du Conseil de Gérance se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Tout Gérant pourra se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par écrit un autre Gérant comme son mandataire, sauf que le Gérant de Catégorie B ne pourra pas nommer un Gérant de Catégorie A comme son mandataire.

Le quorum du Conseil de Gérance est atteint par la présence ou la représentation d'une majorité de Gérants en fonction, étant entendu que dans toutes circonstances le quorum pour un réunion n'est pas atteint si la majorité des gérants présents ou représentés sont des Gérants de Catégorie A.

Aucune décision ne peut être prise à une réunion du Conseil de Gérance à moins que le quorum est présent au début de la réunion et au moment du vote sur toutes transactions.

Si un quorum n'est pas présent dans les trente minutes après l'heure indiquée pour une réunion du Conseil de Gérance dans l'avis de la réunion, la réunion devra être ajournée à l'heure et le lieu décidé par la majorité des Gérants par écrit.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des Gérants présents ou représentés à la réunion. En cas de parité des votes, le Président a une voix prépondérante.

Un ou plusieurs Gérants peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique, vidéoconférence ou tout moyen de télécommunication similaire permettant à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. De telles participations doivent être considérées comme équivalentes à une présence physique à la réunion, étant entendu que quand les Gérants participent à une réunion par téléphone ou tout autre moyen de télécommunication similaire la réunion sera réputée avoir lieu où la majorité des Gérants qui participent sont localisés, ou s'il n'a pas un tel lieu, le lieu d'où le président de la réunion émane la conférence téléphonique.

Aucune réunion du Conseil de Gérance ne pourra jamais se tenir au Royaume-Uni, et aucun Gérant ne pourra participer à une réunion du Conseil de Gérance par téléphone ou autre moyen de télécommunication similaire si ce Gérant est à ce moment situé au Royaume-Uni. Une telle réunion est considérée comme non valable et sans quorum.

Les Gérants ne doivent exercer aucune fonction de gérance concernant l'administration et le contrôle de la Société dans le Royaume-Uni.

Une décision écrite par voie circulaire signée par tous les Gérants est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs Gérants, sous réserve que ces résolutions écrites soient signées en dehors du Royaume-Uni."

Evaluation des frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués approximativement à deux mille cinq cents euros (2.500.- EUR).

Déclaration

En foi de quoi, le présent acte a été établi à Luxembourg à la date donnée en tête des présentes. Le notaire instrumentant, qui parle et comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande du même comparant, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaut.

Lecture faite au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état civil et domicile, ce dernier a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Silcox, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg, le 4 février 2011. Relation: LAC/2011/5897. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février janvier 2011.

Référence de publication: 2011023100/377.

(110028097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Arboretum S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 40, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 73.892.

Les comptes annuels au 31.12.2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2011.

Krieger Jean-Claude

Le Cabinet Comptable

Référence de publication: 2011043158/12.

(110049130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Arboretum S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 40, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 73.892.

Les comptes annuels au 31.12.2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2011.

Krieger Jean-Claude

Le Cabinet Comptable

Référence de publication: 2011043159/12.

(110049131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Arboretum S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 40, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 73.892.

Les comptes annuels au 31.12.2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2011.

Krieger Jean-Claude

Le Cabinet Comptable

Référence de publication: 2011043160/12.

(110049132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Arboretum S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 40, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 73.892.

Les comptes annuels au 31.12.2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2011.

Krieger Jean-Claude

Le Cabinet Comptable

Référence de publication: 2011043161/12.

(110049133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Arlington International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 94.629.

Société constituée en date du 20 juin 2003, selon acte dressé par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, enregistré à Luxembourg, le 27 juin 2003, vol. 140S, fol. 9, case 4, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations no. 848 du 19 août 2003

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Arlington International S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2011043163/16.

(110049045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Vintage Racing s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1731 Luxembourg, 5, rue de Hesperange.
R.C.S. Luxembourg B 147.942.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CODEJA s.à r.l.
Rue Michel Rodange 18-20
L-2430 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2011043125/13.

(110048483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2011.

Woodside Steel Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.525,00.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 132.109.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 MAR. 2011.

Pour: WOODSIDE STEEL GROUP S.à r.l.

Société à responsabilité limitée
En cours de liquidation
Experta Luxembourg
Société anonyme
Valérie WOZNIAK / Fanny MARX

Référence de publication: 2011043126/17.

(110048408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2011.

Woodside Steel Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.525,00.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 132.109.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 MAR. 2011.

Pour: WOODSIDE STEEL GROUP S.à r.l.

Société à responsabilité limitée
En cours de liquidation
Experta Luxembourg
Société anonyme
Valérie WOZNIAK / Fanny MARX

Référence de publication: 2011043127/17.

(110048409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2011.

Windy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 43, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 146.116.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 (version abrégée) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2011.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011043128/14.

(110048452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2011.

1305290 Ontario Inc., Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 122.891.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 de la société 1305290 Ontario Inc., Luxembourg Branch, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011043130/11.

(110047998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2011.

**Bluegems SOPARFI S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Bluegems Soparfi, SA).**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 123.521.

In the year two thousand and ten, on the twenty-second day of December

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg

THERE APPEARED:

Bluegems Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 291 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, and a share capital amounting to twenty thousand US Dollars (USD 20,000.-), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (registre de commerce et des sociétés, Luxembourg) under number B 123.528;

Hereby represented by Ms Virginie Gonella, attorney-at-law, residing professionally at 291, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal;

The said proxy after having been signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to enact the following:

I. That the appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of the company existing under the name of Bluegems SOPARFI S.A., a public company limited by shares (société anonyme) governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 291, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de commerce et des sociétés, Luxembourg) under number B 123.521 (the "Company"). The Company has been incorporated pursuant to a deed drawn up by the undersigned notary Maître Henri Hellinckx on 21 December 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 6 February 2007, number 117 page 5603.

II. The Company's articles of association have not been amended since that date.

III. The appearing party, duly represented, has recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda:

1) Change of the legal form of the Company so as to convert it from a public company limited by shares (société anonyme) into a private limited liability company (société à responsabilité limitée);

2) Amendment of the corporate name of the Company from "Bluegems SOPARFI S.A." into "Bluegems SOPARFI S.à r.l." in accordance with legal requirements;

3) Approval of the conversion of the existing thirty-one (31) shares, each with a nominal value of one thousand Euros (EUR 1,000.-) issued under the form of a public company limited by shares (société anonyme) into thirty-one (31) shares (parts sociales), each with a par value of one thousand Euros (EUR 1,000.-) under the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the "Shares' Conversion") and to allocate these thirty-one (31) shares (parts sociales) in issue (the "Shares"), to the Sole Shareholder of the Company;

4) Full restatement of the articles of association of the Company so as to reflect the above resolutions and to adapt them to the new legal form of the Company;

5) Confirmation of the registered office of the Company;

6) Acknowledgment of the resignation of all members of the board of directors of the Company i.e. (i) Mr. Costas Constantinides, (ii) Mr. Russell Perchard, and (iii) Mr. Amine Zouari, as current directors of the Company (the "Resigning Directors");

7) Acknowledgment of the resignation of Ernst & Young S.A., having its registered office at 7, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach and registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 47.771 as statutory auditor (commissaire aux comptes) of the Company (the "Statutory Auditor");

8) Discharge to the Statutory Auditor for the performance of its mandate;

9) Decision to set at 3 (three) the number of managers (gérants) of the Company and to appoint (i) Mr. Costas Constantinides, (ii) Mr. Russell Perchard, and (iii) Mr. Amine Zouari; and

10) Miscellaneous.

IV. That, on the basis of the above mentioned agenda, the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to change the legal form of the Company from a public company limited by shares (société anonyme) into a private limited liability company (société à responsabilité limitée), without discontinuity of its legal status. The share capital and the reserves of the Company will remain intact, as well as each item of the assets and liabilities, the amortizations, the appreciations and depreciations. The S.à r.l. shall continue the book keeping held by the S.A.

Valuation

The Sole Shareholder declares that the change of the legal form is made on the basis of the interim balance sheet as per 31 October 2010 (the "Interim Balance Sheet"), a copy of which, after having been signed ne varietur by the proxy holder and the notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The description of the share capital of the Company has been dealt with in a report of the board of directors of the Company dated 22 December 2010 which concluded that: "as of 22 December 2010:

- the share capital amounts to thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) divided into thirty-one (31) Shares, each with a par value of one thousand Euros (EUR 1,000.-);
- the shares are fully subscribed and paid up; and
- the share capital is at least equal to twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-)."

This report, having been signed ne varietur by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Second resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to amend the corporate name of the Company from "Bluegems SOPARFI S.A." into "Bluegems SOPARFI S.à r.l." in accordance with legal requirements.

Third resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to approve the Shares' Conversion and to allocate the Shares to the Sole Shareholder of the Company.

Fourth resolution

The Sole Shareholder CONFIRMS that the registered office of the Company is located at 291, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Fifth resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to acknowledge the resignation of each of the Resigning Directors.

Sixth resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to acknowledge the resignation of the Statutory Auditor.

Seventh resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to grant discharge to the Statutory Auditor for the performance of its mandate.

Eighth resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to appoint (i) Mr. Costas Constantinides, (ii) Mr. Russell Perchard and (iii) Mr. Amine Zouari, as managers (gérants) of the Company with immediate effect and for an unlimited period of time.

The Company will therefore be managed by the following managers:

(a) Mr. Costas Constantinides, born on 17 September 1979 in Lefkosia (Cyprus), with professional address at 291, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg;

(b) Mr. Russell Perchard, born on 16 January 1978 in Jersey, with professional address at 291, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg; and

(c) Mr. Amine Zouari, born on 18 March 1979, in Tunis (Tunisia), with professional address at 291, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Ninth resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole Shareholder RESOLVES to adapt the articles of association to the new legal form of the Company and to set them as follows:

"Chapter I. - Form, Corporate name, Object, Duration, Registered office

Art. 1. Form, Corporate name. There exists among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter created a company (the "Company") in the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg pertaining to such an entity, and in particular the law dated 10 August 1915, on commercial companies, as amended from time to time (hereafter referred to as the "Law") and by the present articles of association (the "Articles"), which specify in the articles 2, 5, 7, 16 and 17 the exceptional rules applying to a solely owned company (société unipersonnelle).

The Company exists under the corporate name of Bluegems SOPARFI S.à r.l.

Art. 2. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved at any time if a single shareholder, owning the entire issued share capital of the Company so decides. If there is more than one Shareholder, the Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles.

Art. 3. Object. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign undertakings, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and the other entities.

The Company may provide any financial assistance to the undertakings forming part of the group of the Company such as, among others, the providing of loans and the granting of guarantees or securities in any kind or form. Under this article, the concept of group will include and will be limited to the mother(s) company(ies), its subsidiaries and the entities in which the mother(s) company(ies) or its subsidiaries have an interest (each of them being hereinafter referred to as the "Company Group").

The Company may borrow in any kind or form and issue bonds, notes, securities, debentures and certificates, except by way of public offer, this list being not exhaustive.

The Company may also use its funds to invest in real estate and in intellectual property rights in any kind or form.

In a general fashion the Company may grant assistance to companies of the Company Group, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

Art. 4. Registered office. The Company has its registered office in the city of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the city of Luxembourg by a resolution of the Board of Managers (as defined below).

Branches or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Managers.

In the event that in the view of the Board of Managers extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg.

Chapter II. - Share capital - Shares - Transfer of shares

Art. 5. Share capital. The share capital of the Company is set at thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) divided into thirty-one (31) shares (parts sociales), each with a par value of one thousand Euros (EUR 1,000.-) (the "Shares"), all of which are fully paid up.

Holders of Shares of the Company are individually referred as a "Shareholder" or collectively the "Shareholders".

At the moment and as long as all the Shares are held by only one Shareholder, the Company is a solely owned company (société unipersonnelle) in the meaning of article 179 (2) of the Law. In this contingency articles 200-1 and 200-2 of the Law, among others, will apply, this entailing that each decision of the sole Shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.

Art. 6. Registration of shares - Indivisibility of shares. The Shares are issued in registered form only, in the name of a specific person and recorded in the Shareholders' register in accordance with article 185 of the Law. The Shareholders' register shall be kept at the registered office of the Company. Each holder of Shares will notify to the Company by registered letter its address and any change thereof. The Company will be entitled to rely on the last address thus communicated.

The Company recognizes only one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint a single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

Art. 7. Transfer of shares. In case of a sole Shareholder, the Shares held by the sole Shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of Shareholders, the Shares held by each Shareholder may be transferred in compliance with the requirements of article 189 and article 190 of the Law.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless Shareholders representing at least three-quarters (3/4) of the corporate share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Transfers of Shares must be recorded by a notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

Chapter III. - Board of managers - Powers - Meetings - Auditor

Art. 8. Board of managers. The Company is managed by one or more managers, who need not to be Shareholders of the Company. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers (the "Board of Managers" or individually the "Manager").

The Manager or in case of plurality of Managers, the Board of Managers shall be elected by the sole Shareholder or by the Shareholders' meeting, which will determine their number and mandate period. They will hold office until their successors are elected. They are re-eligible, but they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole Shareholder or by a resolution of the Shareholders' meeting.

The death, incapacity, bankruptcy, insolvency, resignation, removal or any other similar event affecting a Manager will not cause the Company to go into liquidation.

Art. 9. Powers of the board of managers. The Board of Managers is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by Law or by the Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Managers.

Art. 10. Meetings of the board of managers. The Board of Managers may appoint from among its members a chairperson (the "Chairperson") and one or more vice-chairpersons. It may also appoint a secretary, who need not be a Manager, who is responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers and the Shareholder(s)

The resolutions of the Board of Managers are recorded in the minutes, to be signed by the Managers and by the Chairperson and the secretary if any, or by a notary public, and recorded in the corporate books.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by such Chairperson or by the secretary (if any) or by any Manager.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing another Manager as his/her proxy. Managers may also cast their vote in writing or by cable, telegram, telex, electronic mail or telefax.

The Board of Managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the Managers is present or represented at a meeting of the Board of Managers. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

Any and all Managers may participate in any meeting of the Board of Managers by telephone or conference call or by any similar means of communication enabling thus all persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation is deemed equal to a physical presence at the meeting.

Resolutions of the Board of Managers may be passed in the form of circular resolutions. Circular resolutions signed by all the members of the Board of Managers, are proper and valid as though they had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such decisions can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several members of the Board of Managers.

Art. 11. Delegation of powers - Liability. The Board of Managers may sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The Manager(s) assumes, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 12. Representation of the company. The Company will be bound towards third parties by the signature of any one Manager or by the signature of any Manager or officer to whom authority has been duly delegated by the Board of Managers at its sole discretion.

Art. 13. Conflict of interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Managers or officers of the Board of Managers or of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Any Manager or officer of the Company who serves as a manager, associate, member, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Manager or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager or officer shall make known to the Board of Managers such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction and such Manager's or officer's interest therein shall be reported to the sole Shareholder or to the next following meeting of Shareholders.

Art. 14. Indemnification. The Company may indemnify any Manager, officer or employee against expenses reasonably incurred by them in connection with any action, suit or proceeding to which they may be made a party by reason of being or having been a Manager, officer or employee of the Company. Such person shall be so indemnified in all circumstances, except in relation to matters as to which it shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which it may be entitled.

Art. 15. Auditor(s). Where the number of Shareholders exceeds twenty-five (25), the operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors in accordance with article 200 of the Law, who need not to be Shareholder. If there is more than one (1) statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

Chapter IV. - General meetings of shareholders

Art. 16. General meeting of shareholders. The sole Shareholder assumes all powers conferred to the general Shareholders' meeting.

In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares he owns. Each Shareholder shall dispose of a number of votes equal to the number of Shares held by him. Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the share capital (50%) adopt them.

However, resolutions to amend the Articles, except in case of a change of nationality of the Company, which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the Shareholders owning at least three-quarters (75%) of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Any Shareholder may act at any general meeting of Shareholders by appointing in writing or by fax as his proxy another person who need not be a Shareholder himself.

The holding of general Shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of Shareholders does not exceed twenty-five (25). In such case, each Shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

Art. 17. Annual general meeting of shareholders. Where the number of Shareholders exceeds twenty-five (25), an annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on the third Friday of April at 3.30 p.m. (Luxembourg time). If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting of Shareholders shall be held on the next following bank business day.

Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified by the Board of Managers in the respective convening notices of such meetings.

General meetings of Shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgment of the Board of Managers, which is final, exceptional circumstances of force majeure so require.

Chapter V. - Financial year - Financial statements

Art. 18. Financial year. The Company's financial year begins on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

Art. 19. Approval of financial statements. At the end of each financial year, the Board of Managers shall present to the sole Shareholder or to the general Shareholders' meeting the financial statements (including an inventory with an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made).

Each Shareholder either personally or through an appointed agent may consult at the registered office of the Company the above mentioned documents and as the case may be the report of the statutory auditor(s) set-up in accordance with article 200 of the Law.

Chapter VI. - Distribution

Art. 20. Appropriation of profits - Reserve. The gross profit of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit.

An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the Shareholder(s) commensurate to his/their shareholding in the Company.

The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution shall be taken by the general meeting of Shareholders.

Art. 21. Advances on dividends. The sole Manager or, in case of plurality of Managers, the Board of Managers may, subject to the following conditions, decide to distribute advances on dividends:

- a) the annual accounts of the last financial year have been approved;
- b) interim financial statements of the Company shall be drawn-up not earlier than two (2) months before the date of the decision of the sole Manager or, in case of plurality of Managers, the Board of Managers to distribute advances on dividends; and
- c) the amount to be distributed may not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

In any case, the distribution of advances on dividends shall remain subject to the provisions of article 201 of the Law, which provides for a recovery against the Shareholder(s) of the advances which have been distributed to it/them but which would not correspond to profits actually earned by the Company. Such action for recovery shall prescribe five (5) years after the date of the distribution.

Chapter VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 22. Dissolution, Liquidation. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy or any other similar event affecting the sole Shareholder or of one of the Shareholders.

Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision of the general meeting of Shareholders voting with the same quorum and majority requirements as for the amendments of the Articles.

At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (Shareholders or not) appointed by a general meeting of Shareholders who will determine their powers and their compensation.

Chapter VIII. - Miscellaneous

Art. 23. Applicable law . All matters not governed by the Articles shall be determined in accordance with the Law." THERE BEING NO FURTHER BUSINESS, THE MEETING IS TERMINATED.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 3,500.-.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this deed.

The document having been read to the appearing person, who signed together with the notary the present original deed.

THERE BEING NO FURTHER BUSINESS, THE MEETING IS CLOSED.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 3,500.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, who signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le vingt-deux décembre.

Par-devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Bluegems Investments S.à.r.l., une société à responsabilité limitée soumise aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 291, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg et un capital social s'élevant à vingt mille dollars américains (USD 20.000.-), enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 123.528;

Ici représentée par Madame Virginie Gonella, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement 291, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à l'enregistrement.

I. La partie comparante déclare qu'elle est le seul actionnaire de Bluegems SOPARFI S.A. (l'«Actionnaire Unique»), une société anonyme soumise aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 291, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 123.521 (la «Société»). La Société a été constituée par un acte du notaire soussigné Maître Henri Hellinckx, en date du 21 décembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 6 février 2007, numéro 117 page 5603.

II. Les statuts de la Société (les «Statuts») n'ont pas été modifiés depuis cette date.

III. La partie comparante, dûment représentée, a reconnu avoir été dûment informée des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1) Changement de la forme sociale de la Société afin de la transformer d'une société anonyme en une société à responsabilité limitée;

2) Modification de la dénomination sociale de la Société de «Bluegems SOPARFI S.A.» en «Bluegems SOPARFI S.à r.l.» en conformité avec les prescrits légaux;

3) Approbation de la conversion des trente-et-une (31) actions existantes, chacune ayant une valeur nominale de mille Euros (EUR 1.000.-), émises sous la forme d'une société anonyme, en trente-et-une (31) parts sociales en circulation, ayant une valeur nominale de mille Euros (EUR 1.000.-), sous la forme d'une société à responsabilité limitée (la «Conversion d'Actions») et d'allouer ces trente-et-une (31) parts sociales (les «Parts Sociales») à l'associé unique de la Société;

4) Décision de refondre intégralement les statuts de la Société afin de refléter les décisions susmentionnées et les adapter à la nouvelle forme sociale de la Société;

5) Confirmation du siège social de la Société;

6) Prise d'acte de la démission de tous les membres du conseil d'administration de la Société c'est-à-dire (i) M. Costas Constantinides, (ii) M. Russell Perchard, et (iii) M. Amine Zouari, en qualité d'actuels administrateurs de la Société (les «Administrateurs Démissionnaires»);

7) Prise d'acte de la démission de Ernst & Young S.A., ayant son siège social au 7, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach et enregistrée auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47.771 en qualité de commissaire aux comptes de la Société (le «Commissaire aux Comptes»);

8) Décision de donner décharge au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de son mandat;

9) Décision de fixer à trois (3) le nombre de gérants de la Société et de nommer (i) M. Costas Constantinides, (ii) M. Russell Perchard, et (iii) M. Amine Zouari; et

10) Divers.

IV. Que sur base de l'ordre du jour mentionné ci-dessus, l'Actionnaire Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire Unique DECIDE de changer la forme sociale de la Société d'une société anonyme en une société à responsabilité limitée, avec maintien de sa personnalité morale. Le capital social et les réserves de la Société resteront intacts, ainsi que chaque poste des actifs et des passifs, des amortissements, des appréciations et dépréciations. La S.à r.l. continuera la comptabilité tenue par la S.A.

Evaluation

L'Actionnaire Unique déclare que le changement de la forme sociale est basé sur un bilan intérimaire au 31 octobre 2010 (le «Bilan Intérimaire»), ledit Bilan Intérimaire après avoir été signé ne varietur par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui à l'enregistrement.

La description du capital social de la Société a été effectuée par le biais d'un rapport du conseil d'administration de la Société daté du 22 décembre 2010 qui a conclu: «A la date du 22 décembre 2010:

- Le capital social de la Société s'élève à trente-et-un mille Euros (EUR 31.000.-) divisé en trente-et-une (31) parts sociales, chacune ayant une valeur nominale de mille Euros (EUR 1.000.-);
- Les parts sociales sont intégralement souscrites et libérées; et
- Le capital social de la Société est au moins égal à douze mille cinq cent Euros (EUR 12.500.-).»

Ce rapport, après avoir été signé ne varietur par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui à l'enregistrement.

Deuxième résolution

L'Actionnaire Unique DECIDE de modifier la dénomination sociale de la Société de «Bluegems SOPARFI S.A.» en «Bluegems SOPARFI S.à r.l.» en conformité avec les prescrits légaux.

Troisième résolution

L'Actionnaire Unique DECIDE d'approuver la Conversion d'Actions et d'allouer les Parts Sociales à l'associé unique de la Société.

Quatrième résolution

L'Actionnaire Unique CONFIRME que le siège social de la Société est situé au 291, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Cinquième résolution

L'Actionnaire Unique PREND ACTE de la démission de chacun des Administrateurs Démissionnaires.

Sixième résolution

L'Actionnaire Unique PREND ACTE de la démission du Commissaire aux Comptes.

Septième résolution

L'Actionnaire Unique DECIDE de donner décharge au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de son mandat.

Huitième résolution

L'Actionnaire Unique DECIDE de nommer avec effet immédiat (i) M. Costas Constantinides, (ii) M. Russell Perchard et (iii) M. Amine Zouari, gérants de la Société et pour une durée illimitée.

La Société sera par conséquent gérée par les gérants suivants:

- (a) M. Costas Constantinides, né le 17 September 1979 à Lefkosia (Chypre), ayant son adresse professionnelle au 291, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg;
- (b) M. Russell Perchard, né le 16 janvier 1978 à Jersey, ayant son adresse professionnelle au 291, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg; and
- (c) M. Amine Zouari, né le 18 mars 1979, à Tunis (Tunisie), ayant son adresse professionnelle au 291, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Neuvième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Actionnaire Unique DECIDE d'adapter les statuts de la Société à la nouvelle forme sociale de la Société, lesquels se liront dorénavant comme suit:

«Chapitre I^{er} . - Forme, Dénomination sociale, Objet, Durée, Siège social

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination sociale. Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des parts sociales ainsi créées, une société (la «Société») en la forme d'une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg y relatives, et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (ci-après les «Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 2, 5, 7, 16 et 17, les règles dérogatoires s'appliquant à la société unipersonnelle.

La Société existe sous la dénomination sociale de Bluegems SOPARFI S.à r.l.

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'associé unique détenant la totalité du capital social libéré. S'il y a plusieurs associés, la Société peut être dissoute à tout moment par une résolution de l'assemblée générale des associés adoptée conformément aux conditions requises pour la modification des présents Statuts.

Art. 3. Objet. L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, de parts sociales, d'obligations, de reconnaissances de dettes, obligations bancaires ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut en outre détenir des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut accorder toute assistance financière à des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, notamment des prêts, garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit. Dans le cadre de cet article, la notion de groupe inclura et sera limitée à la (les) société(s) mère(s), ses filiales et les entités dans lesquelles la (les) société(s) mère(s) ou ses filiales détiennent une participation (chacune de celles-ci étant ci-après reprise sous le vocable «Société du Groupe»).

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission d'obligations, d'obligations bancaires, de titres, de certificats d'obligations et de certificats, excepté par le biais d'une offre au public, cette liste n'étant pas exhaustive.

La Société peut aussi employer ses fonds en investissant dans de l'immobilier ou des droits de propriété intellectuelle sous quelque forme que ce soit.

D'une manière générale, la Société peut accorder une assistance aux Sociétés du Groupe, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

La Société peut en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 4. Siège social. Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg au Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par décision du Conseil de Gérance (tel que défini par après).

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision du Conseil de Gérance.

Au cas où le Conseil de Gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettent l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, laquelles, nonobstant ce transfert provisoire du siège social, restera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

Chapitre II. - Capital social - Parts sociales - Transfert de parts sociales

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à trente-et-un mille Euros (EUR 31.000.-) représenté par trente-et-une (31) parts sociales, chacune ayant une valeur nominale de mille Euros (EUR 1.000.-) (ci-après les «Parts Sociales») et toutes entièrement libérées.

Les détenteurs de Parts Sociales pris individuellement sont définis comme l'«Associé» ou lorsqu'ils sont pris collectivement comme les «Associés».

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les Parts Sociales sont détenues par un seul Associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi. Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouveraient à s'appliquer, chaque décision de l'Associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui seront établis par écrit.

Art. 6. Enregistrement des parts sociales - Indivisibilité des parts sociales. Les Parts Sociales sont émises exclusivement sous forme nominative, au nom d'une personne déterminée et inscrites sur le registre des Associés conformément à l'article 185 de la Loi. Le registre des Associés devra être conservé au siège social de la Société. Chaque détenteur de Parts Sociales notifiera à la Société par lettre recommandée son adresse et tout changement de celle-ci. La Société sera en droit de se fier à la dernière adresse ainsi communiquée.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par Part Sociale. Dans l'hypothèse où une ou plusieurs Part(s) Sociale(s) sont détenues conjointement ou si la propriété de ces Parts Sociales est contestée, toutes les personnes réclamant un droit sur ces Parts Sociales doivent nommer une seule personne pour les représenter auprès de la Société. A défaut d'une telle nomination, les droits attachés aux Parts Sociales concernées seront suspendus.

Art. 7. Cession de parts sociales. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement cessibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, les Parts Sociales détenues par chaque Associé sont cessibles sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

Les Parts Sociales ne peuvent être cédées inter vivos à des tiers non-associés qu'après approbation préalable de l'assemblée générale des Associés représentant au moins trois quarts (3/4) du capital social.

Les cessions de Parts Sociales doivent s'effectuer par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Les cessions ne peuvent être opposables à l'égard de la Société ou des tiers qu'à partir du moment de leur notification à la Société ou de son acceptation sur base des dispositions de l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

Chapitre III. - Conseil de gérance - Pouvoirs - Assemblées - Commissaire

Art. 8. Conseil de gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, Associés ou non. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance» ou pris individuellement le «Gérant»).

Le Gérant ou en cas de pluralité de Gérants, le Conseil de Gérance, est nommé par l'Associé unique ou l'assemblée générale des Associés qui déterminera leur nombre ainsi que la durée de leur mandat. Les Gérants resteront en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Ils sont rééligibles, mais sont révocables ad nutum, avec ou sans justification, par une résolution de l'Associé unique ou de l'assemblée générale des Associés.

Le décès, l'incapacité, la faillite, l'insolvabilité, la démission, la révocation ou tout évènement similaire affectant un Gérant n'entraîne pas la liquidation de la Société.

Art. 9. Pouvoirs du conseil de gérance. Le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des Associés relèvent de la compétence du Conseil de Gérance.

Art. 10. Réunions du conseil de gérance. Le Conseil de Gérance peut choisir parmi ses membres un président (le «Président») et un ou plusieurs vice-présidents. Il peut aussi désigner un secrétaire, Gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance et des assemblées générales des Associés.

Les résolutions du Conseil de Gérance seront constatées par des procès-verbaux, qui sont signés par les Gérants et le cas échéant par le Président et le secrétaire ou par un notaire et seront déposés dans les livres de la Société.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés par le Président ou par le secrétaire (le cas échéant) ou par un Gérant.

Chaque Gérant peut se faire représenter au Conseil de Gérance par un autre Gérant par procuration. Les Gérants peuvent également voter par écrit ou par câble, télégramme, télex, courriel ou message télécopié

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité des Gérants est présente ou représentée à la réunion du Conseil de Gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Chaque Gérant et même tous les Gérants, peuvent participer à une réunion du Conseil de Gérance par téléphone ou "conference call" ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion puissent se comprendre mutuellement. Une telle participation sera réputée équivalente à une participation en personne à une telle réunion.

Les décisions du Conseil de Gérance peuvent également être prises sous forme de résolutions circulaires. Les résolutions circulaires signées par tous les Gérants sont valables et produisent les mêmes effets que les résolutions prises à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. De telles décisions peuvent être documentées sur un document unique ou sur des documents séparés ayant un contenu identique et chacun d'eux étant signé par un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Art. 11. Délégation des pouvoirs - Responsabilité. Le Conseil de Gérance peut déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

Le(s) Gérant(s) ne contracte(nt) en raison de sa/leur(s) fonction(s), aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

Art. 12. Représentation de la société. La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature d'un Gérant ou par la signature d'un Gérant ou d'un fondé de pouvoirs qui aurait été dûment habilité par le Conseil de Gérance à sa seule discrétion.

Art. 13. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs Gérants ou fondés de pouvoirs du Conseil de Gérance ou de la Société y ont un intérêt personnel, ou en sont gérant, associé, membre, fondé de pouvoirs ou employé. Tout Gérant ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplit des fonctions de gérant, associé, membre, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour

le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou à une telle opération.

Dans le cas où un Gérant ou fondé de pouvoirs de la Société aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, il en avisera le Conseil de Gérance et ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du Gérant ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de l'Associé unique ou des Associés lors de la prochaine assemblée générale des Associés.

Art. 14. Indemnité. La Société pourra indemniser tout Gérant, fondé de pouvoir ou employé, des dépenses raisonnablement encourues par eux du fait de toute action, procès ou poursuite auxquels il aura été partie en sa qualité de Gérant, de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société. Une telle personne devra être indemnisée en toutes circonstances, sauf le cas où dans le cadre de pareille action, procès ou poursuite il serait finalement déclaré responsable de négligence grave ou de mauvaise administration délibérée; en cas de transaction, une telle indemnité ne sera accordée qu'en relation avec les affaires couvertes par la transaction et seulement si la Société est informée par son conseiller que la personne à indemniser n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Un tel droit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits nés dans son chef.

Art. 15. Commissaire(s). Si le nombre des Associés est supérieur à vingt-cinq (25), les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi, lequel ne requiert pas qu'il(s) soi(en)t Associé(s). S'il y a plus d'un (1) commissaire, les commissaires aux comptes agiront en collège et formeront le conseil des commissaires aux comptes.

Chapitre IV. - Assemblées générales des associés

Art. 16. Assemblée générale des associés. L'Associé unique exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des Associés.

En cas de pluralité d'Associés, chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque Associé possède un nombre de votes égal au nombre de Parts Sociales qu'il détient. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des Associés détenant plus de la moitié du capital social (50%).

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société, pour lequel un vote à l'unanimité des Associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'Associés détenant au moins les trois quarts (75%) du capital social de la Société, conformément aux prescriptions de la Loi.

Chaque Associé peut agir à toute assemblée générale des Associés en nommant par écrit ou par fax un mandataire en tant que représentant, qu'il soit Associé ou non.

La tenue d'assemblées générales des Associés n'est pas obligatoire quand le nombre des Associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque Associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

Art. 17. Assemblée générale annuelle des associés. Si le nombre des Associés est supérieur à vingt cinq (25), une assemblée générale annuelle des Associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée, le troisième vendredi du mois d'avril à 15h30 (heure de Luxembourg). Si ce jour devait être un jour non ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle des Associés devrait se tenir le jour ouvrable suivant.

Les autres assemblées des Associés pourront être tenues à l'endroit et à l'heure tels que précisé par le Conseil de Gérance dans les convocations relatives à ces assemblées.

Les assemblées générales des Associés, y compris l'assemblée générale annuelle, pourront se tenir à l'étranger, si de l'avis définitif du Conseil de Gérance, des circonstances exceptionnelles de force majeure le requièrent.

Chapitre V. - Année sociale - Comptes annuels

Art. 18. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le premier jour de janvier de chaque année, et finit le dernier jour de décembre de la même année.

Art. 19. Approbation des comptes annuels. A la fin de chaque année sociale, le Conseil de Gérance présentera à l'Associé unique ou à l'assemblée générale des Associés les comptes annuels (incluant un inventaire indiquant la valeur des avoirs et des dettes de la Société ainsi que le bilan et le compte de pertes et profits qui indiqueront les charges résultant des amortissements nécessaires).

Chaque Associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, les documents susmentionnés et le cas échéant le rapport du ou des commissaire(s) établi conformément à l'article 200 de la Loi.

Chapitre VI. - Distribution

Art. 20. Répartition des profits - Réserve. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour être alloué à la réserve légale, et aussi longtemps que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux Associé(s) en proportion de leur participation dans le capital de la Société.

La décision de procéder à une distribution, qui portera aussi sur la détermination du montant de cette distribution sera prise par l'assemblée générale des Associés.

Art. 21. Acomptes sur dividendes. Le Gérant unique, ou en cas de pluralité de Gérants, le Conseil de Gérance pourra, sous réserve des conditions suivantes, décider de distribuer des acomptes sur dividendes:

- a) les comptes annuels du dernier exercice social ont été approuvés;
- b) un état comptable intérimaire de la Société doit être préparé datant de moins de deux (2) mois au jour de la décision du Gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance de distribuer des acomptes sur dividendes; et
- c) le montant à distribuer ne peut excéder le montant total des résultats réalisés depuis la fin du dernier exercice social pour lequel des comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectués sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation établie par la Loi ou les Statuts.

Dans tous les cas, la distribution d'acomptes sur dividendes reste soumise à l'article 201 de la Loi, qui prévoit une action en répétition contre le(s) Associé(s) qui ont reçus des acomptes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis par la Société. Cette action en répétition se prescrit par cinq (5) ans à partir du jour de la distribution.

Chapitre VII. - Dissolution - Liquidation

Art. 22. Dissolution, Liquidation. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant l'Associé unique ou l'un des Associés.

Sauf cas de dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des Associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts.

Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs (Associés ou non) nommés par l'assemblée générale des Associés qui déterminera leurs pouvoirs et rémunération.

Chapitre VIII. - Divers

Art. 23. Loi applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément à la Loi.»

L'ORDRE DU JOUR ETANT EPUISE, LA REUNION EST CLOTUREE.

Frais

Les dépenses, rémunérations, frais et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte sont estimés à environ EUR 3.500,

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que la comparante a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: V. GONELLA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 décembre 2010. Relation: LAC/2010/60115. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): p.d. T. BENNING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 15 février 2011.

Référence de publication: 2011022947/624.

(110027603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

1305290 Ontario Inc., Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 122.891.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 de la société 1305290 Ontario Inc., Luxembourg Branch, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011043131/11.

(110047999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2011.

Aberdeen European Shopping Property Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 118.914.

—
EXTRAIT

Par résolutions prises en date du 23 mars 2011, les administrateurs de Aberdeen European Shopping Property Fund, décident d'accepter la démission de Mr. Selim Saykan de son poste d'administrateur avec effet au 11 novembre 2010.

Cette décision sera soumise à la ratification lors de la prochaine assemblée générale.

Le conseil d'administration se compose dès lors comme suit:

1. Dr Nico Tates
2. Mr Antonius Simon van der Poel
3. Mr Andrew Smith

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 25 03 2011.

Pour Aberdeen European Shopping Property Fund
Aberdeen Property Investors Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011043136/20.

(110049201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Acquaba S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 53, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 142.395.

—
Les Comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2011.

Jean-Pierre Baccus
Gérant

Référence de publication: 2011043138/12.

(110048871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Arlington International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 94.629.

—
Société constituée en date du 20 juin 2003, selon acte dressé par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, enregistré à Luxembourg, le 27 juin 2003, vol. 140S, fol. 9, case 4, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations no. 848 du 19 août 2003

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Arlington International S.à r.l.
Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2011043164/16.

(110049046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Arlington International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 94.629.

Société constituée en date du 20 juin 2003, selon acte dressé par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, enregistré à Luxembourg, le 27 juin 2003, vol. 140S, fol. 9, case 4, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations no. 848 du 19 août 2003

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Arlington International S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2011043165/16.

(110049047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Arlington International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 94.629.

Société constituée en date du 20 juin 2003, selon acte dressé par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, enregistré à Luxembourg, le 27 juin 2003, vol. 140S, fol. 9, case 4, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations no. 848 du 19 août 2003

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Arlington International S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2011043166/16.

(110049048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Pandias Re AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 158.856.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendelf, den achtundzwanzigsten Januar.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul DECKER, mit Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

Die BAYER AG, eine Aktiengesellschaft gegründet nach dem Recht der Bundesrepublik Deutschland, mit Gesellschaftssitz in D-51368 Leverkusen, eingetragen im Handelsregister von Köln unter Nummer HRB 48248,

anbei ordnungsgemäß vertreten durch Herrn Gregor KÖHLER, Versicherungsvorstand, wohnhaft in Scheibenstrasse 25, D-40479 Düsseldorf, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmachtsurkunde, ausgestellt in Leverkusen am 21. Januar 2011.

Die vorerwähnte Vollmachtsurkunde wird, nachdem sie „ne varietur“, durch den Vollmachtnehmer und den beurkundenden Notar unterzeichnet worden ist, der vorliegenden Originalurkunde zum Zwecke der gemeinsamen Hinterlegung bei den Registrierungsbehörden als Anhang beigefügt.

Die vorerwähnt Erschienene, wie oben genannt vertreten, hat den unterzeichnenden Notar ersucht, die folgende Satzung einer Luxemburger Aktiengesellschaft, welche durch das geltende Recht und die vorliegenden Bestimmungen geregelt wird, aufzunehmen:

I. Name, Sitz, Zweck und Dauer der Gesellschaft

Art. 1. Es besteht eine luxemburgische Gesellschaft in der Rechtsform einer Aktiengesellschaft. Sie trägt den Namen "Pandias Re AG".

Art. 2. Sitz der Gesellschaft ist Luxemburg-Stadt. Er kann durch einfachen Beschluss des Vorstandes mit vorheriger Zustimmung des Aufsichtsrats an jeden anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Der Vorstand kann mit vorheriger Zustimmung des Aufsichtsrats Tochtergesellschaften, Zweigniederlassungen oder Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichten.

Sollten außergewöhnliche Ereignisse, politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Natur, welche die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder deren Verbindung mit dem Ausland beeinträchtigen, eintreten oder unmittelbar bevorstehen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur vollständigen Beilegung dieser außergewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden. Diese Maßnahme hat keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, welche auch während dieser vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes dem Luxemburgischen Recht unterlegen bleibt.

Die Erklärung über die Verlegung des Gesellschaftssitzes sowie die entsprechende Veröffentlichung erfolgt, gemäß den gesetzlichen Bestimmungen, die in jenem Land Gültigkeit besitzen, in das der Gesellschaftssitz verlegt werden soll, durch das ausführende Gesellschaftsorgan, welches mit der täglichen Geschäftsführung betraut ist.

Art. 3. Gesellschaftszweck ist die Vornahme sämtlicher Geschäfte auf dem Gebiet der Rückversicherung in allen ihren Bereichen im In- und Ausland (mit Ausnahme der Direktversicherungsgeschäfte), die direkte oder indirekte Beteiligung an Gesellschaften oder Unternehmen, die den gleichen oder ähnlichen Gesellschaftszweck haben oder die die Entwicklung dieser Geschäfte fördern, und allgemein die Vornahme sämtlicher Geschäfte in beweglichem und/oder unbeweglichem Vermögen, handelsrechtlicher oder zivilrechtlicher Natur sowie Finanzgeschäfte, die in direkter Verbindung mit dem Gesellschaftszweck stehen.

Art. 4. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer errichtet. Sie kann nach den Bestimmungen des nachstehenden Artikels 34 aufgelöst werden.

II. Kapital - Aktien

Art. 5. Das gezeichnete Gesellschaftskapital (Grundkapital) ist auf zwanzig Millionen Euro (EUR 20.000.000.-) festgelegt und setzt sich aus zwanzigtausend (20.000) Aktien mit einem Nennbetrag von jeweils eintausend Euro (EUR 1.000.-) voll eingezahlt, zusammen.

Das gezeichnete Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann ferner, unter Beachtung der Vorschriften des Artikel 7 sowie der anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, entsprechend den gesetzlich vorgeschriebenen Erfordernissen zur Satzungsänderung, erhöht oder herabgesetzt werden.

Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes und nach den darin festgelegten Bedingungen eigene Aktien erwerben.

Art. 6. Die Aktien sind, auch wenn die Einlage voll geleistet worden ist, Namensaktien. Am Gesellschaftssitz wird ein Register der Aktionäre geführt, welches jedem Aktionär zur Einsicht offen steht. Dieses Register enthält alle Angaben, welche gemäß des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, wie abgeändert, vorgesehen sind. Das Eigentum an Namensaktien wird durch die Eintragung in dieses Register festgestellt. Auf Anfrage des entsprechenden Aktionärs werden Aktienscheine ausgestellt, welche die Eintragung im Register bestätigen und von zwei Vorstandsmitgliedern unterzeichnet werden.

Die Gesellschaft kann auf den Namen lautende Aktienscheine ausgeben, die mehrere Aktien darstellen. Der Aktienbesitz wird mit der Eintragung in das Aktienbuch festgelegt.

Art. 7. Das Kapital kann durch Beschluss der Hauptversammlung, entsprechend den gesetzlich vorgeschriebenen Erfordernissen zur Satzungsänderung, durch Bar- oder Sacheinlagen oder nach Umwandlung von freien Rücklagen in Gesellschaftskapital in einem oder mehreren Schritten gegen Ausgabe von neuen Aktien erhöht werden. Im Falle der Ausgabe neuer Aktien gegen Bareinzahlung haben die Aktionäre das Recht auf Zuteilung eines ihrem Anteil an dem bisherigen Gesellschaftskapital entsprechenden Teiles der neuen Aktien, sofern nicht ein entgegenstehender Beschluss der Hauptversammlung innerhalb der dafür vom Gesetz vorgeschriebenen Bestimmungen vorliegt.

Je nach Aktienbestand wird das Vorkaufsrecht in dem Zeitraum und zu den Bedingungen ausgeübt, die von der Hauptversammlung, die insbesondere die Zeichnungsbedingungen der auf Grund dieses Rechtes nicht gezeichneten Aktien festlegt, festgesetzt wurden. Im Falle der Ausgabe von nicht voll eingezahlten Aktien wird die Einforderung von Kapital von der Hauptversammlung entschieden und den einzelnen Aktionären durch den Vorstand mitgeteilt.

Art. 8. Die Gesellschaft erkennt nur einen Inhaber pro Aktie an. Wenn die Aktie mehreren Personen gehört oder mit einem Nießbrauch- oder Pfandrecht belastet ist, hat die Gesellschaft das Recht, die Ausübung der damit zusammenhängenden Rechte solange auszusetzen, bis eine Person als Inhaber dieser Rechte ernannt ist.

Art. 9. Namensaktien können von einem Aktionär jederzeit uneingeschränkt auf einen anderen Aktionär übertragen werden.

Werden Namensaktien auf einen bisherigen Nichtaktionär übertragen, so steht den Aktionären ein diesbezügliches Vorkaufsrecht zu.

Letzteren falls hat ein Aktionär, der sämtliche oder einen Teil seiner Namensaktien übertragen möchte, den Vorstand sowie den Aufsichtsrat durch einfachen Brief von seiner Absicht in Kenntnis zu setzen; dabei ist die Anzahl und die

Nummern der Aktien, deren Übertragung beantragt ist, die Namen, die Vornamen, der Beruf und der Wohnort der vorgeschlagenen Zessionare anzugeben.

Binnen acht (8) Tagen nach Eingang des einfachen Briefes muss der Vorstand den Antrag mittels einfachen Briefes an die anderen Aktionäre weiterleiten.

Das Vorkaufsrecht der übrigen Aktionäre bezieht sich somit auf die Aktien, deren Übertragung vorgeschlagen worden ist. Dieses Recht wird anteilmäßig zur Anzahl der Aktien, die jeder der Aktionäre besitzt, ausgeübt.

Das Vorkaufsrecht kann für alle Aktien oder nur für einen Teil der Aktien gelten, die Gegenstand des Übertragungsantrags sind.

Der Aktionär, der die Ausübung seines Vorkaufsrechtes beabsichtigt, hat den Vorstand mittels einfachen Briefes binnen fünfzehn (15) Tagen nach Zugang des Schreibens mit der Bekanntgabe des Übertragungsantrags davon in Kenntnis zu setzen, andernfalls verfällt sein Vorkaufsrecht.

Sollte dem Vorstand, innerhalb der im vorangegangenen Absatz vorgesehenen Frist von fünfzehn (15) Tagen, keine Bekanntmachung über die Ausübung des Vorzugsrecht durch einen der bestehenden Aktionäre der Gesellschaft zugehen, setzt der Vorstand mit Kopie an den Aufsichtsrat den Zedenten sowie den oder die Zessionare, der/die vom Zedenten in seinem Übertragungsantrag angegeben worden sind, über die Annahme der angestrebten Aktienübertragung in Kenntnis.

Dem Vorstand obliegt die Überprüfung der formellen Anforderungen und der Satzungsmäßigkeit der Aktienübertragung. Nach abgeschlossener Überprüfung nimmt der Vorstand die Übertragung in das Aktienregister vor.

Die teilweise oder vollständige Nichtausübung des Vorkaufsrechtes eines Aktionärs erhöht jenes der übrigen Aktionäre.

In diesem Fall wird diese Proportionalitätsregel zu Gunsten des Aktionärs (oder Aktionäre), der (die) die Ausübung ihres Vorkaufsrechtes beabsichtigt(en), ausgeschlossen.

Der Rückkaufspreis der abgetretenen Aktien darf den Nennwert der Aktie oder den Buchwert des Reinvermögens pro Aktie nicht unterschreiten.

Der Rückkaufspreis ist spätestens ein Jahr nach dem Zeitpunkt des Abtretungsantrages zahlbar.

Die Dividende des laufenden Geschäftsjahres und die vorherigen Gewinne werden pro rata temporis zwischen dem Zedenten und dem Zessionar ab dem gleichen Datum an aufgeteilt.

III. Vorstand

Art. 10. Die Verwaltung der Gesellschaft obliegt einem Vorstand, der sich aus mindestens zwei (2) Mitgliedern zusammensetzt. Die Mitglieder müssen nicht unbedingt Aktionäre sein.

Verfügt die Gesellschaft nur über ein Aktionär, kann die Verwaltung der Gesellschaft auch einem einzigen Vorstandsmitglied auferlegt werden.

Die Vorstandsmitglieder werden durch den Aufsichtsrat mit einfacher Mehrheit ernannt, der die die Anzahl, die Dauer ihres Mandats und ihre Bezüge festlegt. Der Aufsichtsrat kann sie jederzeit ohne Angabe von Gründen abberufen.

Die Vorstandsmitglieder können wiedergewählt werden.

Die Mandate dürfen, außer im Falle der Wiederwahl, die Dauer von sechs (6) Jahren nicht überschreiten. Sie enden direkt nach Ablauf dieser Frist.

Die Mitglieder des Vorstands können ohne Grund durch den Aufsichtsrat und/oder die Hauptversammlung der Aktionäre abberufen werden.

Scheidet in Folge des Todes, Rücktritts oder aus einem sonstigen Grund ein Vorstandsmitglied aus seinem Amt, so kann das freigewordene Amt gemäß den gesetzlichen Bestimmungen, vorläufig bis zur nächsten Sitzung des Aufsichtsrates besetzt werden. Besteht der Vorstand nur aus einem Mitglied, so kann im vorausgehenden Fall das freigewordene Amt vorläufig bis zur nächsten Sitzung des Aufsichtsrates durch ein Mitglied des Aufsichtsrates besetzt werden, welches vom Aufsichtsrat bestimmt wird. Während dieser Zeit ruht für dieses Mitglied des Aufsichtsrates seine Funktion als Aufsichtsrat. Die nächste Sitzung des Aufsichtsrates zur endgültigen Neubesetzung findet möglichst zeitnah zur vorbenannten vorläufigen Besetzung statt.

Art. 11. Der Vorstandsvorsitzende und sein Stellvertreter werden durch den Aufsichtsrat bestellt. Der Vorstand kann einen Sekretär, welcher für die Protokollierung der Sitzungen des Vorstands verantwortlich ist und kein Vorstandsmitglied sein muss, bestimmen. Der Vorsitzende hat den Vorsitz in jeder Sitzung des Vorstands. Im Falle der Verhinderung des Vorsitzenden übernimmt der Stellvertreter zeitweilig den Vorsitz. Bei Verhinderung des Vorsitzenden und des Stellvertreters ernennen die anwesenden Vorstandsmitglieder mehrheitlich ein anderes Vorstandsmitglied für den Vorsitz der Sitzungen des Vorstandes.

Art. 12. Der Vorstand tritt durch Einberufung des Vorstandsvorsitzenden, seines Stellvertreters oder zwei Vorstandsmitglieder zusammen.

Die Einberufungen zu jeder Vorstandssitzung erfolgen separat an jedes Mitglied. Außer in Dringlichkeitsfällen, deren Natur und Gründe in dem Einberufungsschreiben erwähnt werden müssen, muss das Einberufungsschreiben wenigstens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem Sitzungstermin zugegangen sein.

Auf das Einberufungsschreiben kann durch schriftliche Zustimmung, Brief, Fax, E-Mail oder ein vergleichbares Kommunikationsmittel seitens jedes Vorstandsmitglieds verzichtet werden. Ein gesondertes Einberufungsschreiben ist auch dann nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort der Sitzung in einem vorausgehenden Vorstandsbeschluss festgelegt wurden. Sogar ohne Einberufungsschreiben ist eine Sitzung als rechtmäßig abgehalten zu betrachten, falls alle Vorstandsmitglieder anwesend oder vertreten sind.

Der Vorstand hat, sooft es die Belange der Gesellschaft erfordern, zusammenzutreten. Die Sitzungen haben am Ort, am Tage und zur Stunde, die in den Einberufungsschreiben genannt sind, stattzufinden.

Der Vorstand ist nur dann beschlussfähig wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Der Anwesenheit ist die Teilnahme per Telefon oder Videokonferenz oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel, sofern alle teilnehmenden Mitglieder sich untereinander verständigen und verstehen und so effektiv an der Sitzung teilnehmen können, gleichzusetzen.

Jedes Vorstandsmitglied kann sich in einer Sitzung des Vorstands aufgrund einer schriftlich, per Fax, per E-Mail oder in vergleichbarer Weise erteilten Vollmacht durch ein anderes Vorstandsmitglied vertreten lassen.

Die Beschlüsse des Vorstandes werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen.

Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend. Lässt der Vorsitzende sich bei einer Sitzung durch ein anderes Vorstandsmitglied vertreten, so kann dieses Vorstandsmitglied im Rahmen seiner Vertretungsbefugnis die ausschlaggebende Stimme für und im Namen des Vorsitzenden ausüben.

Eine Beschlussfassung ist auch im schriftlichen Umlaufverfahren zulässig. Ein schriftlicher Beschluss, der von allen Vorstandsmitgliedern unterzeichnet ist, ist von gleicher rechtlicher Bindungskraft wie ein Beschluss, der während einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Vorstandssitzung gefasst worden ist.

Ein solcher Beschluss kann auch aus mehreren Schriftstücken mit gleicher Form und mit der Unterschrift eines oder mehrerer Vorstandsmitglieder versehen, hervorgehen.

Art. 13. Die Beschlüsse des Vorstandes werden in Protokollen festgehalten, die vom Vorstandsvorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit von mindestens zwei bei jeweiliger Sitzung anwesenden Mitgliedern unterzeichnet werden.

Einzelunterzeichnete Protokolle der Sitzungen des Vorstands ergeben zusammengefügt ein gültiges Sitzungsprotokoll.

Der Vorstand erstellt mindestens alle drei Monate einen schriftlichen Bericht an den Aufsichtsrat über die Geschäfte der Gesellschaft und übermittelt alle diesbezüglichen notwendigen Informationen und Unterlagen.

Ferner hat der Vorstand den Aufsichtsrat zeitnah jegliche Informationen über Ereignisse mitzuteilen, welche sich substantiell auf die Lage der Gesellschaft auswirken können.

Abschriften oder Auszüge dieser Protokolle, welche vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, unterschreiben der Vorsitzende des Vorstands oder zwei seiner Mitglieder.

Art. 14. Dem Vorstand obliegt die Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft; hierzu hat er die ausgedehntesten Vollmachten einschließlich des Verfügungsrechtes. Seine Zuständigkeit erstreckt sich auf alle Rechtshandlungen, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder durch die Satzung der Hauptversammlung oder dem Aufsichtsrat vorbehalten sind.

Art. 15. Ein Vorstandsmitglied, welches entgegengesetzte Interessen gegenüber der Gesellschaft in einer Angelegenheit hat, welche dem Vorstand zu Genehmigung vorgelegt wird, ist verpflichtet, den Vorstand hierüber zu benachrichtigen und muss die diesbezügliche Eintragung in den Sitzungsbericht anstreben. Die Bestimmungen dieses Absatzes finden keine Anwendung, wenn der Vorstand nur aus einem Mitglied besteht. Im letzten Fall wird im Sitzungsprotokoll vermerkt, welche Geschäfte beziehungsweise Handlungen zwischen der Gesellschaft und dem Vorstand gemacht wurden, bei welchen der Vorstand der Gesellschaft entgegengesetzte Interessen hatte.

Dieses Vorstandsmitglied wird nicht an dem betreffenden Beschluss des Vorstands teilnehmen.

Bevor die nächstfolgende Sitzung des Vorstands über andere Punkte zu beschließen hat, müssen die Aktionäre Kenntnis erhalten von den Fällen, in welchen ein Vorstandsmitglied einen Interessenkonflikt gegenüber der Gesellschaft hat.

Für den Fall, dass ein Vorstandsmitglied sich wegen eines Interessenkonfliktes enthält, werden Beschlüsse, welche durch die Mehrheit der anderen Vorstandsmitglieder in solch einer Sitzung gefasst werden, als gültig angesehen.

Art. 16. Der Vorstand kann einem oder mehreren Vorstandsmitgliedern, Handlungsbevollmächtigten, Angestellten oder anderen Bevollmächtigten, die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen, die tägliche Geschäftsführung sowie die Vertretung der Gesellschaft übertragen oder Befugnisse oder spezielle Mandate oder ständige bzw. vorübergehende Funktionen an Personen oder Bevollmächtigte seiner Wahl übertragen.

Die Gesellschaft wird im Rahmen der täglichen Geschäftsführung durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Vorstandsmitgliedern vertreten oder durch die Unterschrift(en) von derjenigen Person (von denjenigen Personen), die (welche) vom Vorstand mit der täglichen Geschäftsführung gemäß obigen Absatz betraut worden ist (sind).

IV. Aufsichtsrat

Art. 17. Der Aufsichtsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei (3) Mitgliedern, die nicht Aktionäre zu sein brauchen. Er wird von der Hauptversammlung ernannt, die ihre Zahl, die Dauer ihrer Mandate sowie ihre Bezüge bestimmt. Der Aufsichtsrat gibt sich eine von der Hauptversammlung zu genehmigende Geschäftsordnung.

Art. 18. Der Aufsichtsrat bestimmt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden sowie einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende.

Der Vorsitzende des Aufsichtsrates leitet die Sitzungen des Aufsichtsrates und die Hauptversammlungen. Im Falle seiner Abwesenheit tritt an seine Stelle ein stellvertretender Vorsitzender des Aufsichtsrates.

Art. 19. Der Aufsichtsrat hat, sooft es die Belange der Gesellschaft erfordern, mindestens jedoch zweimal jährlich, zusammenzutreten. Die Einberufung erfolgt durch den Vorsitzenden oder durch zwei Aufsichtsratsmitglieder. Eine Sitzung soll ferner einberufen werden, wenn es ein Aufsichtsratsmitglied beantragt.

Die Sitzungen des Aufsichtsrates finden an dem Ort und zu der Zeit statt, die in der Einberufung genannt werden.

Art. 20. Mit Ausnahme von Dringlichkeitsfällen sollen die Sitzungen des Aufsichtsrates mindestens fünf (5) Tage vorher schriftlich angekündigt werden. Eine Ankündigung kann unterbleiben, wenn alle Aufsichtsratsmitglieder zustimmen.

Die Sitzungen des Aufsichtsrates und seiner Ausschüsse können unter Nutzung der Mittel der Telekommunikation (z.B. Videokonferenz) durchgeführt werden oder einzelne Mitglieder unter Nutzung dieser Mittel der Telekommunikation teilnehmen.

In Dringlichkeitsfällen können die Aufsichtsratsmitglieder ihre Stimme zu den Punkten der Tagesordnung brieflich, fernschriftlich, telegraphisch oder fernmündlich, im letzteren Falle mit schriftlicher Bestätigung, abgeben.

Jedes Aufsichtsratsmitglied, das an der Teilnahme an einer Sitzung verhindert ist, kann ein anderes Mitglied schriftlich mit seiner Vertretung beauftragen.

Zur Gültigkeit der Beratungen und Beschlüsse des Aufsichtsrates ist es erforderlich, dass die Mehrheit der Aufsichtsratsmitglieder anwesend oder vertreten ist oder die abwesenden Mitglieder, die ihre Stimme zu den Punkten der Tagesordnung brieflich, fernschriftlich, telegraphisch oder fernmündlich abgegeben haben, gegebenenfalls zusammen mit den anwesenden oder vertretenen Mitgliedern die Mehrheit des Aufsichtsrates bilden und diese gemäß Artikel 21 schriftlich festgehalten wird.

Die Beschlüsse des Aufsichtsrates werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Art. 21. Die von dem Aufsichtsrat gefassten Beschlüsse sind in Sitzungsprotokollen niederzulegen, die von mindestens zwei der bei jeweiliger Sitzung anwesenden Mitglieder zu unterschreiben sind. Einzelne unterzeichnete Protokolle der Sitzungen des Aufsichtsrates ergeben zusammengefügt ein gültiges Sitzungsprotokoll.

Abschriften oder Auszüge dieser Protokolle, welche vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, unterschreiben der Vorsitzende des Aufsichtsrates oder zwei seiner Mitglieder.

Art. 22. Dem Aufsichtsrat obliegt die Überwachung und Beaufsichtigung der Geschäftsführung der Gesellschaft durch den Vorstand. Seine Zuständigkeit erstreckt sich auf alle Rechtshandlungen, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder durch die Satzung der Hauptversammlung vorbehalten sind.

Art. 23. Der Aufsichtsrat kann aus seiner Mitte Ausschüsse bilden und ferner seine Aufgaben und Befugnisse sowie diejenigen des Vorstandes, der Ausschüsse usw. in einer Geschäftsordnung festlegen. Die Vorschriften von Artikeln 20 und 21 gelten entsprechend.

V. Überwachung der Gesellschaft

Art. 24. Die Konten der Gesellschaft sind einer externen Revision unterworfen, welche jährlich stattzufinden hat auf Kosten der Gesellschaft, durch einen unabhängigen, vom Commissariat aux Assurances genehmigten Wirtschaftsprüfer, welcher durch die Hauptversammlung der Aktionäre durch einfachen Beschluss ernannt wird.

VI. Hauptversammlungen der Aktionäre

Art. 25. Die jährliche Hauptversammlung tagt von Rechts wegen in der Gemeinde des Gesellschaftssitzes, jeden letzten Donnerstag des Monats März um 10.00 Uhr.

Ist dieser Tag ein Feiertag, so wird die Hauptversammlung am darauffolgenden Werktag zur selben Stunde abgehalten.

Alle anderen Hauptversammlungen werden entweder am Sitz der Gesellschaft oder an irgendeinem anderen Ort, welcher im Einberufungsschreiben angegeben ist, abgehalten.

Alle Hauptversammlungen werden durch den Vorstand, dem Aufsichtsrat oder dem Wirtschaftsprüfer entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen mittels Einberufungsschreiben einberufen.

Sind alle Aktionäre bei der Versammlung anwesend oder vertreten, kann auf eine solche förmliche Einberufung verzichtet werden.

Eine Hauptversammlung der Aktionäre muss auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens zehn Prozent (10%) des Kapitals vertreten, einberufen werden. Aktionäre, die wenigstens zehn Prozent (10%) des Kapitals der Gesellschaft vertreten, können einen oder mehrere Punkte der Tagesordnung hinzufügen. Eine solche Anfrage muss wenigstens fünf (5) Tage vor der Versammlung per Einschreibebrief an den Sitz der Gesellschaft gesendet werden.

Den Vorsitz der Hauptversammlungen hat entweder der (i) Vorsitzende des Aufsichtsrates, oder (ii) eine von ihm bestimmte Person, oder (iii) einer seiner Mitglieder, oder (iv) ein Mitglied des Vorstands, das hierzu vom Aufsichtsrat bestimmt ist.

Der Vorsitzende ernennt einen Schriftführer sowie einen Stimmzähler, welche zusammen mit dem Vorsitzenden den Versammlungsvorstand darstellen und mit ihm gemeinsam das Protokoll der Hauptversammlung unterzeichnen.

Die Tagesordnung der ordentlichen Hauptversammlungen wird vom jeweils einberufenden Organ beschlossen. Die Tagesordnung muss in den Einberufungsschreiben angegeben werden. Aktionäre können an der Versammlung durch Konferenzgespräche, Videokonferenzschaltung oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel teilnehmen. Eine derartige Teilnahme an einer Sitzung entspricht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung. Die Kommunikationsmittel müssen allen an der Sitzung teilnehmenden Personen erlauben, sich durchgehend untereinander zu hören sowie effektiv an der Sitzung teilzunehmen.

Jede Aktie gewährt eine Stimme. Jeder Aktionär kann sich auf der Hauptversammlung durch einen schriftlich, per Faksimileübertragung oder durch jede andere Kommunikationsform (eine Kopie ist ausreichend) bevollmächtigten Dritten vertreten lassen.

Jeder Aktionär kann durch Wahlformulare wählen, die per Post oder per Faksimileübertragung an den Sitz der Gesellschaft oder an eine andere im Einberufungsschreiben angegebene Adresse zu senden sind. Die Aktionäre können dabei die von der Gesellschaft ausgestellten Wahlformulare benutzen, die zumindest den Ort, das Datum, die Uhrzeit, die Tagesordnung und den der Versammlung zum Beschluss vorgelegten Vorschlag enthalten. Für jeden Vorschlag soll das Wahlformular drei Felder enthalten, die es dem Aktionär erlauben, durch Ankreuzen des jeweiligen Feldes für oder gegen den Vorschlag zu stimmen, beziehungsweise sich der Stimme zu enthalten.

Wahlformulare, die weder eine Stimmabgabe für den Vorschlag, gegen den Vorschlag, noch eine Stimmenthaltung enthalten, sind ungültig. Die Gesellschaft nimmt nur Wahlformulare an, die sie vor der Versammlung erhalten hat, auf die sich das betreffende Wahlformular bezieht.

Für die Beschlüsse der Hauptversammlungen müssen die gesetzlichen Bestimmungen der Anwesenheits- und Mehrheitsquoten beachtet werden.

Art. 26. Die Beschlüsse der Hauptversammlungen werden in Protokollen festgehalten welche von dem Vorsitzenden, dem Schriftführer und dem Stimmprüfer sowie auf Verlangen von einzelnen Aktionären unterzeichnet werden.

Abschriften oder Auszüge dieser Protokolle, welche vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, unterschreiben der Vorsitzende des Aufsichtsrats oder die Mitglieder des Aufsichtsrats.

Art. 27. Die Hauptversammlung hat sämtliche Befugnisse zur Durchführung oder Genehmigung aller die Gesellschaft betreffenden Geschäfte.

VII. Geschäftsjahr - Jahresabschluss

Art. 28. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 29. Der Vorstand erstellt in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen bei Abschluss des Geschäftsjahres die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung.

Art. 30. Der Vorstand übermittelt dem Aufsichtsrat, die Unterlagen im Sinne des Artikels 72 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, in seiner aktuellen Fassung, jedes Jahr zu der Zeit, zu der sie den unabhängigen Wirtschaftsprüfern vorzulegen sind. Der Aufsichtsrat hat in Folge dessen der Hauptversammlung der Gesellschaft seine Bemerkungen zum Bericht des Vorstandes sowie zum Jahresabschluss vorzulegen.

Art. 31. Vom Reingewinn der Gesellschaft werden jedes Jahr fünf Prozent (5%) einer gesetzlichen Rücklage zugewiesen. Die Verpflichtung zu dieser Zuweisung entfällt, sobald und solange diese gesetzliche Rücklage ein Zehntel des Gesellschaftskapitals darstellt. Die Zuweisung zum Gewinnsaldo wird jährlich auf Vorschlag des Vorstandes durch die ordentliche Hauptversammlung beschlossen.

Diese Zuweisung kann eine Dividendenausschüttung, die Bildung oder Aufrechterhaltung der Rücklage sowie den Vortrag beinhalten.

Es können unter den vom Gesetz vorgesehenen Bedingungen Zwischendividenden ausgeschüttet werden.

Art. 32. Nach Annahme des Jahresabschlusses entscheidet die Hauptversammlung durch Sonderabstimmung über die Entlastung der Mitglieder des Vorstandes, des Aufsichtsrats sowie des Wirtschaftsprüfers. Diese Entlastung ist nur dann gültig, wenn die Konten (Jahresabschlüsse) weder unvollständig sind noch falsche Angaben enthalten, welche das Bild über die tatsächliche Situation der Gesellschaft verfälschen und, in Bezug auf die von der Satzung abweichenden Rechtshandlungen, wenn sie ausdrücklich in dem Einberufungsschreiben angegeben worden sind.

VIII. Entschädigung

Art. 33. Die Hauptversammlung kann den Mitgliedern des Vorstandes und des Aufsichtsrats eine Entschädigung (Erstattung) für Aufwendungen und Auslagen gewähren. Der Vorstand kann den Vorstandsmitgliedern mit Sonderfunktionen Aufwandsentschädigungen (Erstattungen) gewähren.

Die Gesellschaft vergütet jedem Mitglied des Vorstandes oder des Aufsichtsrats und ihren Rechtsnachfolgern, Testamentsvollstreckern und Vermögensverwaltern die angemessenen Kosten, die infolge ihres Erscheinens als Beklagte bei sämtlichen gerichtlichen Klagen, Prozessen oder Rechtsverfolgungen anfallen, die ihnen gegenüber in Anbetracht ihrer derzeitigen oder zurückliegenden Funktionen als Mitglieder des Vorstandes oder des Aufsichtsrats der Gesellschaft angestrengt werden.

Auf ausdrücklichen Antrag der Gesellschaft kann eine identische Vergütung den Mitgliedern des Vorstandes oder des Aufsichtsrats der Gesellschaft, deren Aktionär(in) oder Gläubiger(in) die Gesellschaft ist, gewährt werden und auch dann, wenn diese Vorstandsmitglieder oder Handlungsbevollmächtigten normalerweise darauf keinen Anspruch hätten.

Eine Vergütung ist in den Fällen ausgeschlossen, in denen das (die) Mitglied(er) des Vorstandes oder des Aufsichtsrats oder jede (alle) andere(n) Person(en) - wie oben festgelegt - sich rechtskräftig einer schweren Pflichtverletzung vorsätzlich oder grob fahrlässig schuldig gemacht hat (haben), oder wenn sie ihre Pflichten der Gesellschaft oder den Gesellschaften gegenüber, deren Gläubigerin oder Aktionärin letztgenannte ist, verletzt.

Bei einem durch Vergleich abgeschlossenen Übereinkommen betrifft die Erstattung nur die durch dieses Übereinkommen abgedeckten Bereiche und wird nur dann gewährt, wenn die betreffende Person ihre Pflichten gegenüber der Gesellschaft nicht verletzt hat.

Die Gesellschaft entscheidet nach eigenem Ermessen nach Stellungnahme ihres Rechtsbeistandes, ob eine Person ihre Pflichten gegenüber der Gesellschaft verletzt hat und ob sie in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des vorliegenden Artikels entschädigt werden kann oder nicht.

Das Recht auf Entschädigung - so wie oben beschrieben - hindert die Personen nicht daran, gegebenenfalls andere Rechte, vertragliche Rechte oder Satzungsrechte, in Anspruch zu nehmen.

IX. Auflösung der Gesellschaft

Art. 34. Die außerordentliche Hauptversammlung kann jederzeit auf Vorschlag des Vorstandes mit vorheriger Zustimmung des Aufsichtsrats die Auflösung der Gesellschaft verkünden. In diesem Fall bestimmt die außerordentliche Hauptversammlung über die Liquidationsweise und bestellt einen oder mehrere Liquidatoren, welche die Liquidation der Gesellschaft vornehmen. Vom Reinvermögen wird nach Löschung (Tilgung) der Passiva eine Summe zur Rückzahlung des eingezahlten und nicht abgeschrieben Betrags der Aktien einbehalten; der Saldo (Restbetrag) wird gleichmäßig auf alle Aktien verteilt.

X. Schlussbestimmungen

Art. 35. Hinsichtlich aller Punkte, die nicht durch die gegenwärtige Satzung geregelt sind, berufen sich die Parteien auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und auf die Änderungsgesetze sowie die Bestimmungen des Gesetzes vom 6. Dezember 1991 über den Versicherungs- und Rückversicherungssektor und entsprechenden Änderungen.

Übergangsvorschriften

1. Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungsdatum und endet am 31. Dezember 2011.
2. Die erste Jahreshauptversammlung wird im Kalenderjahr 2012 stattfinden.

Zeichnung und (Ein-)zahlung

Das Kapital der Gesellschaft wurde wie folgt gezeichnet:

Aktionäre	Währung Gezeichnetes Kapital	Anz. der Aktien	Einzahlung
BAYER AG	EURO 20.000.000	20.000	<u>20.000.000</u>
Gesamt			<u>20.000.000</u>

Sämtliche Aktien wurden in bar voll eingezahlt, welches dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Bestätigung

Der Notar, der diese Urkunde abgefasst hat, erklärt hiermit, dass er nach Überprüfung der Voraussetzungen des Artikels 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, in seiner jeweils aktuellen Fassung deren Erfüllung ausdrücklich bestätigt.

Beschlüsse des Alleinaktionären

Die oben genannte Partei, welche die Gesamtheit des gezeichneten Gesellschaftskapitals darstellt, hat nach Aufnahme der Satzung sogleich die nachfolgenden Beschlüsse getroffen:

1. Zu Aufsichtsratsmitgliedern werden folgende Personen ernannt:

- Herr Gregor KÖHLER, Versicherungsvorstand, geboren am 20. Januar 1966, in Rüthen/Soest (Deutschland), wohnhaft in Scheibenstrasse 25, D-40479 Düsseldorf
- Herr Wolfgang A. BAERTZ, Pensionär, geboren am 14. Juni 1940 in Düsseldorf (Deutschland) wohnhaft in 4, bei den 5 Buchen, L-8123 Bridel
- Herr Lambert SCHROEDER, Managing Director, geboren am 12. Juli 1959, in Heppenbach (Belgien), wohnhaft in Maison 22, L-9769 Roder

2. PriceWaterhouseCoopers, mit Sitz in 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, RCS B 65477 wird als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft ernannt.

3. Die Mandate der Aufsichtsratsmitglieder sowie des Wirtschaftsprüfers enden mit der Jahreshauptversammlung, die über die Jahresabschlüsse für das Rechnungsjahr 2011 entscheidet.

Sitz der Gesellschaft ist L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

Beschlüsse der Aufsichtsratsversammlung

Sodann haben sich die vorgenannten Aufsichtsratsmitglieder zu einer Versammlung zusammengefunden.

Herr Wolfgang A. BAERTZ, vorgenannt, ist hier vertreten durch Herrn Gregor KÖHLER aufgrund einer ihm erteilten privatschriftlichen Vollmacht vom 24. Januar 2011. Die Vollmacht verbleibt, nach „ne varietur“ Paraphierung durch den Erschienenen und den unterzeichnenden Notar der vorliegenden Urkunde, zwecks Hinterlegung bei den Registrierungsbehörden beigelegt. Die Aufsichtsratsmitglieder haben einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Die Zahl der Vorstandsmitglieder wird auf zwei (2) festgesetzt.

Zum Vorsitzenden des Vorstandes wird Herr Joseph LANNERS, Pensionär, geboren am 30. April 1940 in Ettelbrück, wohnhaft in 9, Rue Belle-Vue, L-8013 Strassen ernannt.

Zum stellvertretenden Vorsitzenden des Vorstandes wird Herr Helmut ROSENAU, Captive Manager, geboren am 17. September 1954 in Duisburg (Deutschland), wohnhaft in 19, Umlandstrasse, D-53919 Weilerswist ernannt.

Kosten

Die Kosten welche der Gesellschaft wegen der gegenwärtigen Urkunde obliegen, werden auf 5.500.- EUR abgeschätzt.

Worüber urkunde, aufgenommen zu Luxembourg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Verlesen alles Vorstehenden an die erschienene Partei, hat diese die gegenwärtige Urkunde zusammen mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: G. KÖHLER, P.DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 février 2011. Relation: LAC/2011/5335. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, Erteilt an das Handels und Gesellschaftsregister in Luxembourg.

Luxembourg, den 10. Februar 2011.

Référence de publication: 2011023150/386.

(110026800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Arlington International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 94.629.

Société constituée en date du 20 juin 2003, selon acte dressé par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, enregistré à Luxembourg, le 27 juin 2003, vol. 140S, fol. 9, case 4, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations no. 848 du 19 août 2003

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Arlington International S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2011043167/16.

(110049049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Unitel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 116.344.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011043122/10.

(110048207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2011.

Vermögenswachstum Global, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 132.418.

Les comptes annuels au 30. September 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für Vermögenswachstum Global

DZ PRIVATBANK S.A.

Vera Augsdörfer / Loris Di Vora

Référence de publication: 2011043124/13.

(110047947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2011.

1305290 Ontario Inc., Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon.
R.C.S. Luxembourg B 122.891.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 de la société 1305290 Ontario Inc., Luxembourg Branch, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011043132/11.

(110048000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2011.

Bay Light Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.
R.C.S. Luxembourg B 98.728.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BAY LIGHT HOLDINGS S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2011043171/12.

(110048693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Ulysses Holding Co. S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 52.141.

In the year two thousand eleven on the eleventh of February.

Before Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

Was held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of ULYSSES HOLDING CO. S.A., having its registered office in L-1931 Luxembourg, 13-15, Avenue de la Liberté, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under section B number 52141, incorporated by a deed of Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven on August 31, 1995, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 568 of 1995.

The articles of incorporation of said company have been amended by deed of Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven on November 8, 1995, published in the Mémorial C number 34 of January 18, 1996.

The meeting is presided by Mrs Chantal KEEREMAN, lawyer, with professional address in Luxembourg

The chairman appoints as secretary Mrs Candice WISER, attorney-at-law, with professional address in Luxembourg

The meeting elects as scrutineer Mrs Renata JOKUBAUSKAITE, attorney-at-law, with professional address in Luxembourg

The chairman declares and requests the notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

1. Decision to renounce to the status of holding company resulting from the abrogated law of July 31, 1929 and to adopt the status of a fully taxable financial participation company ("soparfi").

2. Subsequent amendment of the business purpose of the company set forth in article 4 of the articles of association so that it will read as follows:

"The corporation shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The corporation may participate in the establishment, development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loans, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies. The corporation may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds and debentures.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, commercial and industrial operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose."

3. Amendment of the first paragraph of article 7 of the articles of association by replacing the term "may" by "shall".

4. Further amendment of article 7 of the articles of association by adding the following paragraphs at the end of the article:

"Any director of the corporation may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, or by cable or telegram, telex, telefax or other electronic transmission another member of the Board of Directors as his proxy.

The Board of Directors may only deliberate or act validly if at least a majority of its members is present either in person or by proxy.

Any member of the Board of Directors who participates in the proceedings of a meeting of the Board of Directors by means of a communication device (including a telephone or a video conference) which allows all the other members of the Board of Directors present at such meeting (whether in person or by proxy, or by means of such communication device) to hear and to be heard by the other members at any time shall be deemed to be present in person at such meeting, and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting.

Members of the Board of Directors who participate in the proceedings of a meeting of the Board of Directors by means of such communication device shall ratify their votes so cast by signing one copy of the minutes of the meeting.

Resolutions shall be approved if taken by a majority of the votes of the members present either in person or by proxy at such meeting.

Circular resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution."

5. Amendment of article 9 of the articles of association by adding the terms "one of whom shall be a Luxembourg resident," following the reference to "two directors".

6. Amendment of the second paragraph of article 10 of the articles of association by deleting the terms "all the affairs of the corporation or of".

7. Amendment of article 12 of the articles of association so that it will read as follows:

"Except where according to the amended law of August 10, 1915 on commercial companies, the corporation's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved auditor, the corporation shall be supervised by one or several statutory auditors. The statutory or approved auditor(s), if any, shall be appointed by the general meeting of shareholders that will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years."

8. Amendment of articles 13 and 14 of the articles of association by deleting the references respectively to the first annual general meeting and to the first accounting year.

II. The shareholders present or represented, the proxies of the shareholders represented and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list having been signed by the shareholders present, the proxy-holders representing the shareholders, the members of the board of the meeting and the undersigned notary, shall stay affixed to these minutes with which it will be registered.

The proxies given by the represented shareholders after having been initialled *ne varietur* by the members of the board of the meeting and the undersigned notary shall stay affixed in the same manner to these minutes.

III. It appears from the attendance list that all the six hundred and sixty (660) shares, representing the whole share capital of six hundred and sixty thousand US Dollars (USD 660,000) are represented at the present extraordinary general meeting.

IV. The meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate on the agenda, of which the shareholders have been informed before the meeting.

V. After this had been set forth by the Chairman and acknowledged by the members of the meeting, the meeting proceeded to the agenda. The meeting having considered the agenda, the Chairman submitted to the vote of the members of the meeting the following resolutions which were taken unanimously:

First resolution

The general meeting acknowledges the termination of the status of holding company resulting from the abrogated law of July 31, 1929 and the adoption of the status of a fully taxable financial participation company ("soparfi") effective January 1, 2011.

Second resolution

The general meeting decides to subsequently amend the business purpose set forth in article 4 of the articles of association so that it reads as follows:

"The corporation shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The corporation may participate in the establishment, development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loans, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies. The corporation may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds and debentures.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, commercial and industrial operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose."

Third resolution

The general meeting decides to amend the first paragraph of article 7 of the articles of association by replacing the term "may" by "shall".

Fourth resolution

The general meeting decides to further amend article 7 of the articles of association by adding the following paragraphs at the end of the article:

"Any director of the corporation may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, or by cable or telegram, telex, telefax or other electronic transmission another member of the Board of Directors as his proxy.

The Board of Directors may only deliberate or act validly if at least a majority of its members is present either in person or by proxy.

Any member of the Board of Directors who participates in the proceedings of a meeting of the Board of Directors by means of a communication device (including a telephone or a video conference) which allows all the other members of the Board of Directors present at such meeting (whether in person or by proxy, or by means of such communication device) to hear and to be heard by the other members at any time shall be deemed to be present in person at such meeting, and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting.

Members of the Board of Directors who participate in the proceedings of a meeting of the Board of Directors by means of such communication device shall ratify their votes so cast by signing one copy of the minutes of the meeting.

Resolutions shall be approved if taken by a majority of the votes of the members present either in person or by proxy at such meeting.

Circular resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution."

Fifth resolution

The general meeting decides to amend article 9 of the articles of association by adding the terms "one of whom shall be a Luxembourg resident," following the reference to "two directors".

Sixth resolution

The general meeting decides to amend article 10 of the articles of association by deleting the terms "all the affairs of the corporation or of".

Seventh resolution

The general meeting decides to amend article 12 of the articles of association so that it now reads as follows:

"Except where according to the amended law of August 10, 1915 on commercial companies, the corporation's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved auditor, the corporation shall be supervised by one or several statutory auditors. The statutory or approved auditor(s), if any, shall be appointed by the general meeting of shareholders that will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years."

Eighth resolution

The general meeting decides to amend articles 13 and 14 of the articles of association by deleting the references respectively to the first annual general meeting and to the first accounting year.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Expenses

The expenses, costs, payments or charges in any form whatsoever which shall be borne by the company as a result of the present deed are estimated at approximately 1.400.-eur.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing parties, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us the notary, the present original deed.

Follows the french version:

L'an deux mille onze, le onze février.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société ULYSSES HOLDING CO. S.A., société anonyme, avec siège social à, L-1931 Luxembourg, 13-15, Avenue de la Liberté, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous section B numéro 52141 constituée suivant acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven en date du 31 août 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 568 de 1995. Les statuts de ladite société ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven en date du 8 novembre 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 34 du 18 janvier 1996.

La séance est présidée par Madame Chantal KEEREMAN, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Candice WISER, avocat, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Renata JOKUBAUSKAITE, avocat, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Décision de renoncer au statut de société holding résultant de la loi abrogée du 31 juillet 1929 et d'adopter le statut de société de participations financières pleinement taxable ("soparfi").

2. Modification subséquente de l'objet social de la société figurant à l'article 4 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

"La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des filiales ou sociétés affiliées. La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, commerciales et industrielles qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet. "

3. Modification du premier paragraphe de l'article 7 des statuts en remplaçant le mot "peut" par "doit".

4. Modification supplémentaire de l'article 7 des statuts par l'ajout des paragraphes suivants à la fin de l'article:

"Chaque administrateur de la société peut agir à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopie ou tous autres moyens de communication électronique, un autre membre du conseil d'administration comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par mandataire.

Tout membre du conseil d'administration qui participe à une réunion du conseil d'administration via un moyen de communication (incluant le téléphone ou une vidéo conférence) qui permet aux autres membres du conseil d'administration présents à cette réunion (soit en personne soit par mandataire ou au moyen de ce type de communication) d'entendre à tout moment ce membre et permettant à ce membre d'entendre à tout moment les autres membres sera considéré comme étant présent en personne à cette réunion et sera pris en compte pour le calcul du quorum et autorisé à voter sur les matières traitées à cette réunion.

Les membres du conseil d'administration qui participent à une réunion du conseil d'administration via un tel moyen de communication ratifieront leurs votes exprimés de cette façon en signant une copie du procès-verbal de cette réunion.

Les résolutions seront adoptées si elles ont été prises à la majorité des votes des membres présents soit en personne soit par mandataire à une telle réunion.

Les résolutions circulaires signées par tous les membres du conseil d'administration seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion valablement convoquée avait été tenue. Ces signatures pourront être apposées sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique."

5. Modification de l'article 9 des statuts en ajoutant les mots "dont un sera un résident luxembourgeois" après la référence à "deux administrateurs".

6. Modification du second paragraphe de l'article 10 des statuts en supprimant les mots "de l'ensemble ou".

7. Modification de l'article 12 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

"Sauf lorsqu'en vertu de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les comptes annuels statutaires et/ou consolidés doivent être audités par un réviseur d'entreprises agréé, la société est surveillée par un ou plusieurs commissaires. Le(s) commissaire(s) ou le(s) réviseur(s) d'entreprises agréé(s), s'il y en a un, sera(ont) nommé(s) par l'assemblée générale des actionnaires qui fixera leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat qui ne peut excéder six années."

8. Modification des articles 13 et 14 des statuts en supprimant les références respectives à la première assemblée générale annuelle et au premier exercice social.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés après avoir été paraphées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentaire.

III. Il résulte de cette liste de présence que les six cent soixante (660) actions, représentant l'entière du capital de six cent soixante mille Dollars des Etats-Unis (660.000 US\$) sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

IV. Que la présente assemblée est donc régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour, duquel les actionnaires déclarent avoir eu préalablement connaissance.

V. Ces faits exposés et reconnus exacts par le président et le bureau de l'assemblée, celle-ci passe à l'ordre du jour. Après délibération, le président met aux voix les résolutions suivantes qui ont été adoptées à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée générale prend acte de la fin du statut de société holding résultant de la loi abrogée du 31 juillet 1929 et de l'adoption du statut de société de participations financières pleinement taxable ("soparfi") avec effet au 1^{er} janvier 2011.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'objet social figurant à l'article 4 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

"La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des filiales ou sociétés affiliées. La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, commerciales et industrielles qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet. "

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de modifier le premier paragraphe de l'article 7 des statuts en remplaçant le mot "peut" par "doit".

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de modifier plus amplement l'article 7 des statuts en ajoutant les paragraphes suivants à la fin de l'article:

"Chaque administrateur de la société peut agir à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex, téléfax ou tous autres moyens de communication électronique, un autre membre du conseil d'administration comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par mandataire.

Tout membre du conseil d'administration qui participe à une réunion du conseil d'administration via un moyen de communication (incluant le téléphone ou une vidéo conférence) qui permet aux autres membres du conseil d'administration présents à cette réunion (soit en personne soit par mandataire ou au moyen de ce type de communication) d'entendre à tout moment ce membre et permettant à ce membre d'entendre à tout moment les autres membres sera considéré comme étant présent en personne à cette réunion et sera pris en compte pour le calcul du quorum et autorisé à voter sur les matières traitées à cette réunion.

Les membres du conseil d'administration qui participent à une réunion du conseil d'administration via un tel moyen de communication ratifieront leurs votes exprimés de cette façon en signant une copie du procès-verbal de cette réunion.

Les résolutions seront adoptées si elles ont été prises à la majorité des votes des membres présents soit en personne soit par mandataire à une telle réunion.

Les résolutions circulaires signées par tous les membres du conseil d'administration seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion valablement convoquée avait été tenue. Ces signatures pourront être apposées sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique."

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 9 des statuts en ajoutant les mots "dont un sera un résident luxembourgeois" après la référence à "deux administrateurs".

Sixième résolution

L'assemblée générale décide de modifier le second paragraphe de l'article 10 des statuts en supprimant les mots "de l'ensemble ou".

Septième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 12 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

"Sauf lorsqu'en vertu de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les comptes annuels statutaires et/ou consolidés doivent être audités par un réviseur d'entreprises agréé, la société est surveillée par un ou plusieurs commissaires. Le(s) commissaire(s) ou le(s) réviseur(s) d'entreprises agréé(s), s'il y en a un, sera(ont) nommé(s) par l'assemblée générale des actionnaires qui fixera leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat qui ne peut excéder six années."

Huitième résolution

L'assemblée générale décide de modifier les articles 13 et 14 des statuts en supprimant les références respectives à la première assemblée générale annuelle et au premier exercice social

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte est approximativement estimé à la somme de 1.400.-eur.

Le notaire instrumentaire, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi par une version française. A la requête des mêmes parties comparantes, en cas de divergence entre le texte français et anglais, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, qui sont tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les membres du bureau ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: C.Keereman, C.Wiser, R.Jokubauskaite, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 14 février 2011. Relation: EAC/2011/2077. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 15 février 2011.

Référence de publication: 2011023223/291.

(110027567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Vallbacken S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 97.824.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 MARS 2011.

Pour: VALLBACKEN S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy SZABO / Lionel ARGENCE-LAFON

Référence de publication: 2011043123/15.

(110047922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2011.

Benelux Mezzanine S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 468.500,00.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 97.335.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Benelux Mezzanine S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2011043174/12.

(110048692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Benelux Mezzanine 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 762.350,00.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 111.941.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Benelux Mezzanine 5 S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2011043175/12.

(110048907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Herford SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 130.853.

Les comptes annuels au 30 juin 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HERFORD S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2011043300/11.

(110049137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Immobilière Contourdiff S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1122 Luxembourg, 32, rue d'Alsace.

R.C.S. Luxembourg B 40.282.

—
Extrait du procès-verbal des résolutions circulaires prises par le conseil d'administration de la société le 7 mars 2011

Il résulte des résolutions circulaires passées par le Conseil d'Administration de la Société que:

«Le Conseil constate le décès de M. Roger THILL, membre du Conseil, survenu au 1^{er} janvier 2011.

Le Conseil décide de coopter M. Marc ROCK, né le 1er juin 1974 à Luxembourg (Grand-Duché du Luxembourg), demeurant professionnellement au 32, rue d'Alsace, L-1122 Luxembourg et ce, afin de pourvoir au poste vacant, avec effet à ce jour. Son mandat achèvera le mandat de M. Roger THILL et prendra de ce fait fin à l'assemblée générale qui se tiendra en 2014.

La présente cooptation sera soumise à la ratification de l'assemblée générale d'approbation des comptes 2010 de la Société et devant se tenir en 2011.»

«Le Conseil constate la démission de M. Marc SOLVI, membre du Conseil et Président, intervenue ce jour, le 7 mars 2011.

Le Conseil décide de coopter M. Serge TOUSSAINT, né le 7 février 1958 à Ettelbruck, (Grand-Duché du Luxembourg), demeurant professionnellement au 32, rue d'Alsace, L-1122 Luxembourg et ce, afin de pourvoir au poste vacant, avec effet à ce jour. Son mandat achèvera le mandat de M. SOLVI et prendra de ce fait fin à l'assemblée générale qui se tiendra en 2013.

La présente cooptation sera soumise à la ratification de l'assemblée générale d'approbation des comptes 2010 de la Société et devant se tenir en 2011.»

«Le Conseil élit M. Germain SCHULLER en tant que président du Conseil.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2011044360/29.

(110050640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2011.

Geimas Trading S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9233 Diekirch, 14, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 45.501.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011043605/10.

(110049010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Geimas Trading S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9233 Diekirch, 14, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 45.501.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011043606/10.

(110049013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.
